KPMG AUDIT IS
Tour EQHO, 2 avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 200 000 €
512 802 653 R.C.S. Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris - La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 199 160 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

GASCOGNE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021
GASCOGNE
Société Anonyme
68 rue de la Papeterie - 40200 Mimizan
Ce rapport contient 62 pages

KPMG AUDIT IS
Tour EQHO, 2 avenue Gambetta
92066 Paris - La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 200 000 €
512 802 653 R.C.S. Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris - La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 199 160 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

GASCOGNE
Société Anonyme

Siège social : 68 rue de la Papeterie - 40200 Mimizan

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de la société GASCOGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GASCOGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note I.1.3 « Changement de méthode comptable » de l'annexe aux comptes consolidés qui décrit les modalités et les incidences du changement de méthode comptable résultant de la décision de l'IFRS IC portant sur les modalités de calcul des engagements relatifs à certains régimes de retraite à prestations définies, ainsi que son application avec effet rétroactif au 1er janvier 2020.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La société procède, à chaque clôture annuelle, à un test de dépréciation des goodwill et des autres actifs à durée d'utilité indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des immobilisations incorporelles à durée d'utilité définie et des immobilisations corporelles, selon les modalités décrites dans la note « V.3. Dépréciation des actifs » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues pour ce test de dépréciation, à revoir les calculs effectués par la société et à vérifier que la note « V.3. Dépréciation des actifs » de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

Nous rappelons toutefois que, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.
  Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes

Mérignac, le 29 avril 2022	Bordeaux, le 29 avril 2022
KPMG Audit IS	Deloitte & Associés
Sébastien Haas *Associé*	Mathieu Perromat *Associé*

II.3. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES 2021

II.3.1. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Notes	2021	2020
Chiffre d'affaires	III.1	398 850	358 836
Variation des stocks des produits en cours et produits finis	III.2.1	(6 790)	4 822
Achats consommés	III.2.2	(188 396)	(174 578)
Charges externes		(97 609)	(81 351)
Frais de personnel	IV	(72 981)	(71 746)
Impôts et taxes		(4 840)	(7 144)
Dotations aux amortissements	V2, V3	(16 065)	(15 536)
(Dotations) Reprises de provisions	VI.2	(50)	(36)
Autres produits et (charges) d'exploitation	III.6	3 855	3 001
Résultat opérationnel courant		**15 974**	**16 267**
Autres produits et (charges) opérationnels	III.3	664	(3 013)
Résultat opérationnel		**16 638**	**13 255**
Coût de l'endettement financier net		(3 457)	(3 907)
Autres produits et (charges) financiers		648	(911)
Résultat financier net	**VIII.2**	**(2 809)**	**(4 818)**
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)		0	0
Résultat avant impôt		**13 829**	**8 437**
Produits (charges) d'impôt sur le résultat	IX	(959)	(182)
Résultat net de l'ensemble consolidé		**12 870**	**8 255**
attribuable aux :			
. actionnaires de Gascogne SA		12 870	8 255
. Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Variation des réévaluations du passif net au titre des prestations définies		2 090	(448)
Impôts liés		(544)	120
. Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		**1 546**	**(328)**
Variation des écarts de conversion		76	(179)
Impôts liés			
. Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat		76	**(179)**
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global		1 622	**(506)**
Résultat global de l'ensemble consolidé		14 492	**7 748**
Résultat par action de l'ensemble consolidé			
Résultat de base par action (en €)	VII.2	0,53	0,34
Résultat dilué par action (en €)	V.11	0,44	0,28

II.3.2. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(En milliers d'euros)	Notes	Exercice 2021	Exercice 2020
Actifs			
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	V.1	10 875	8 862
Immobilisations corporelles	V.2	169 988	162 721
Actifs financiers non courants	VIII.1.1	5 259	2 793
Impôts différés actifs	IX.2	1 732	2 237
Actifs non courants		**187 854**	**176 613**
Stocks	III.2.1	98 971	106 098
Clients et autres débiteurs	III.1.2	80 971	68 025
Autres actifs courants	III.1.2	312	505
Impôt sur les bénéfices à récupérer	IX.1	3 515	6 188
Actifs financiers courants	VIII.1.1	132	275
Trésorerie et équivalents de trésorerie	VIII.1.5	29 711	38 259
Actifs courants		**213 612**	**219 349**
Total des actifs		**401 466**	**395 962**

Capitaux propres et passifs	Notes	Exercice 2021	Exercice 2020
Capitaux propres			0
Capital	VII.1.1	60 800	60 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport		0	0
Réserves consolidées		82 608	74 353
ORAN	VII.1.2	12 053	12 053
Réserves liées aux réévaluations du passif au titre des prestations définies		(4 401)	(5 947)
Actions propres	VII.1.3	(2 980)	(2 980)
Ecarts de conversion	VII.1.5	(2 966)	(3 042)
Résultat consolidé		12 870	8 255
Capitaux propres, attribuables aux actionnaires de Gascogne SA	VII	**157 983**	**143 492**
Participations ne conférant pas le contrôle		0	0
Total des capitaux propres consolidés		**157 983**	**143 492**
Passifs			
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an	VIII.1.4	34 952	83 748
Avantages du personnel	IV.2.4	17 692	19 657
Provisions, part à plus d'un an	VI.1	1 710	1 804
Autres passifs non courants	III.6	3 843	1 570
Impôts différés passifs	IX	279	68
Passifs non courants		**58 475**	**106 847**
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an	VIII.1.4	92 505	61 955
Provisions, part à moins d'un an	VI.1	2 842	4 691
Fournisseurs et autres créditeurs	VIII.1.2	85 642	76 292
Autres passifs courants	III.6	3 815	2 616
Impôt sur les bénéfices à payer	IX.1	203	68
Passifs courants		**185 007**	**145 623**
Total des passifs		**243 482**	**252 470**
Total des passifs et des capitaux propres		**401 466**	**395 962**

Les données 2020 ont été retraitées de la décision IFRS IC relative au calcul des engagements de certains régimes de retraite (voir note I.1.3)

II.3.3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Notes	2021	2020
Résultat net de l'ensemble consolidé		**12 870**	**8 437**
Charge d'impôt	IX	959	0
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	III.5	0	0
Charges financières	VIII.2	2 809	4 818
Résultat opérationnel		**16 638**	**13 254**
Dotations aux amortissements	V2	16 065	15 536
Dotations (reprises) aux provisions		(2 067)	812
Dotations (reprises) aux provisions pour dépréciations d'actifs		(1 258)	53
Pertes (profits) sur cessions d'actifs immobilisés		264	(510)
Subventions d'investissement virées au résultat		(146)	(178)
Autres		974	22
Capacité d'autofinancement opérationnelle		**30 470**	**28 989**
Variation des stocks		6 823	(2 627)
Variation des clients		(13 242)	2 612
Variation des fournisseurs		8 208	(130)
Variation du passif fiscal et social		(606)	(1 212)
Variation des autres créances et dettes		5 777	1 252
Flux générés par l'activité		**37 430**	**28 883**
Intérêts payés		(3 457)	(3 907)
Autres produits et charges financiers payés		761	(784)
Impôts payés		(140)	(306)
Flux de trésorerie opérationnels		**34 594**	**23 887**
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(25 230)	(15 683)
Acquisitions d'immobilisations financières		(319)	(286)
Subventions d'investissement reçues / remboursées		116	571
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		345	542
Cessions d'immobilisations financières		71	529
Acquisition de titres de filiale sous déduction de la trésorerie acquise			0
Flux de trésorerie d'investissement		**(25 017)**	**(14 326)**
Excédent (besoin) de financement		**9 576**	**9 560**
Augmentation de capital		0	0
Augmentation des dettes financières		13 031	30 000
(Diminution) des dettes financières		(31 156)	(17 964)
Décalages de trésorerie liés aux opérations de financement		(0)	(0)
Avance compte courant associés			
Flux de trésorerie de financement		**(18 125)**	**12 036**
Variation de la trésorerie nette		**(8 548)**	**21 596**
Autres mouvements		121	43
Trésorerie nette en début d'exercice		**38 010**	**16 371**
Variation de la trésorerie nette		(8 548)	21 596
Autres mouvements		121	43
Trésorerie nette en fin d'exercice		**29 583**	**38 010**

II.3.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Capital social	Primes d'émission, de fusion, d'apport	Réserves et résultats non distribués	Réserves liées aux réévaluations du passif net au titre des prestations définies	ORAN	Actions propres	Ecarts de conversion	Total attribuable aux actionnaires de Gascogne SA	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Situation au 1° janvier 2020	60 800	0	73 299	(5 619)	12 053	(2 980)	(2 863)	134 690	0	134 690
Effet de l'application de la décision d'IFRS IC sur IAS19 (1	0	0	730	0	0	0	0	730	0	730
Situation au 1° janvier 2020 après retraitement (1)	60 800	0	74 029	(5 619)	12 053	(2 980)	(2 863)	135 421	0	135 421
Variation de périmètre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	0	0	8 255	0	0	0		8 255	0	8 255
Autres éléments du résultat global	0	0	0	(328)	0	0	(179)	(506)	0	(506)
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période	0	0	8 255	(328)	0	0	(179)	7 748	0	7 748
Augmentation du capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dividendes distribués	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ORAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	323	0	0	0	0	323	0	323
Transactions avec les propriétaires de Gascogne SA	0	0	323	0	0	0	0	323	0	323
Situation au 31 décembre 2020	60 800	0	81 877	(5 947)	12 053	(2 980)	(3 042)	142 762	0	142 762
Situation au 31 décembre 2020 après retraitement (1)	60 800	0	82 608	(5 947)	12 053	(2 980)	(3 042)	143 492	0	143 492
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Situation au 1° janvier 2021	60 800	0	81 877	(5 947)	12 053	(2 980)	(3 042)	142 762	0	142 762
Situation au 1° janvier 2021 après retraitement (1)	60 800	0	82 608	(5 947)	12 053	(2 980)	(3 042)	143 492	0	143 492
Variation de périmètre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	0	0	12 870	0	0	0		12 870	0	12 870
Autres éléments du résultat global	0	0	0	1 546	0	0	76	1 622	0	1 622
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période	0	0	12 870	1 546	0	0	76	14 492	0	14 492
Augmentation du capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dividendes distribués	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ORAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transactions avec les propriétaires de Gascogne SA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Situation au 31 décembre 2021	60 800	0	95 477	(4 401)	12 053	(2 980)	(2 966)	157 984	0	157 984

II.3.5. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I. PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

I.1. Référentiel appliqué
I.2. Base de préparation
I.3. Présentation des états financiers

II. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

II.1. Principes de consolidation
II.2. Méthodes de conversion
II.3. Regroupements d'entreprises
II.4. Evolution du périmètre de consolidation
II.5. Périmètre de consolidation
II.6. Engagements hors bilan liés au périmètre
II.7. Parties liées

III. ACTIVITE OPERATIONNELLE

III.1. Chiffre d'affaires et créances clients
III.2. Stocks et achats consommés
III.3. Autres produits et charges opérationnels
III.4. Information sectorielle
III.5. Participation dans des sociétés mises en équivalence
III.6. Autres passifs
III.7. Quotas d'émission de gaz à effet de serre

IV. CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

IV.1. Avantages du personnel
IV.2. Provisions pour retraites et engagements assimilés
IV.3. Plan d'options d'achat d'actions et attribution d'actions gratuites
IV.4. Rémunération des dirigeants (parties liées)

V. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

V.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles
V.2. Immobilisations corporelles
V.3. Dépréciation des actifs
V.4. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

VI. PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

VI.1. Provisions au bilan
VI.2. Variation des provisions dans le compte de résultat

VII. CAPITAUX PROPRES ET RESULTATS PAR ACTION

VII.1. Capitaux propres
VII.2. Résultat par action
VII.3. Résultat global

VIII. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

VIII.1. Actifs et passifs financiers
VIII.2. Résultat financier
VIII.3. Politique de gestion des risques
VIII.4. Engagements hors bilan liés aux financements du groupe

IX. IMPOTS SUR LE RESULTAT

IX.1. Impôt sur les résultats
IX.2. Impôts différés

X. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

XI. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Gascogne SA est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé 68 rue de la papeterie à Mimizan (40 200). Les états financiers consolidés de Gascogne SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 comprennent la société consolidante et ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe » ou « Gascogne ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Les principales activités de Gascogne sont la transformation du bois, la production de papier, de sacs et de complexes.
Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les 6 mois écoulés au 30 juin 2021, sont disponibles sur demande au siège social ou sur www.groupe-gascogne.com.

Gascogne est cotée sur le marché Euronext Growth.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 24 mars 2022 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée générale du 23 juin 2022.

I.1. Référentiel appliqué

En application du règlement n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié par le règlement européen n°297/2008 du 11 mars 2008, les états financiers consolidés au titre de l'exercice 2021 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Ces normes sont disponibles sur le site internet de l'Union Européenne à l'adresse :
http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

I.1.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne applicables aux exercices ouverts au 1er janvier 2021

L'amendement des normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 relatives aux instruments financiers, portant sur la réforme des taux d'intérêts Phase 2, publié par l'IASB et adopté par l'Union européenne, est applicable au 1er janvier 2021 de manière rétrospective.
Ces amendements n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2021.

La décision IFRIC IS sur les coûts d'implémentation d'un accord de cloud computing IAS 38, adoptée par l'IASB en 2021 n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés 2021.

I.1.2. Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore appliqués

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1er janvier 2022 ou postérieurement adoptés par l'Union Européenne n'ont pas été appliqués par anticipation par le Groupe au 31 décembre 2021.

Normes, amendements et interprétations		Date d'application
Amendement à IAS 16	Produits générés avant l'utilisation prévue	1er janvier 2022
Amendement à IFRS 3	Mise à jour de la référence au cadre conceptuel	1er janvier 2022
Amendement à IAS 37	Coûts à prendre en compte pour déterminer si le contrat est déficitaire	1er janvier 2022
IFRS 17 et amendements	Contrats d'assurance	1er janvier 2023
Améliorations annuelles (cycle 2018-2020)	Processus annuel d'amélioration des normes	1er janvier 2022

L'application des textes ci-dessus est en cours d'analyse par le Groupe, aucun impact significatif n'est anticipé à ce stade.

Les amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1er janvier 2023 postérieurement non adoptés par l'Union Européenne n'ont pas été appliqués par anticipation par le Groupe au 31 décembre 2021.

Normes, amendements et interprétations		Date d'application
Amendement à IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants.	1er janvier 2023
Amendement à IAS 1	Information sur les méthodes comptables significatives	1er janvier 2023
Amendement à IAS 8	Définition des estimations comptables	1er janvier 2023
Amendement à IAS 12	Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction	1er janvier 2023
Amendement à IAS 17	Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 – Informations comparatives	1er janvier 2023

L'application des amendements ci-dessus est en cours d'analyse par le Groupe, aucun impact significatif n'est anticipé à ce stade.

I.1.3. Changement de méthode

Le Groupe applique la décision de l'IFRS IC relative à l'application de la norme IAS 19, intitulée Attributing benefits to periods of service. Cette décision a conduit à une modification du calcul des avantages postérieurs à l'emploi au sein du Groupe, limitée cependant au cas des indemnités de fin de carrières applicables en France, l'analyse du Groupe ayant conclu à l'absence d'impact dans les autres pays.
Ce changement ayant été appliqué de manière rétrospective, l'état de la situation financière consolidée, le tableau de variation des capitaux propres consolidés ainsi que les montants figurant dans les tableaux annexes pour la période comparative ont été ajustés comme si cette méthode avait toujours été appliquée.
Par rapport aux montants publiés au 31 décembre 2020, les impacts se traduisent principalement par:
- une baisse des Avantages du personnel de 973 milliers d'euros ;
- une baisse des Impôts différés actifs de 243 milliers d'euros ;
- une augmentation des Réserves consolidées (Capitaux propres – part du Groupe) de 730 milliers d'euros.

Suivi des impacts de la crise sanitaire COVID-19

L'épidémie de COVID-19 et ses conséquences avaient assez peu affecté le Groupe lors de l'exercice 2020.
L'année 2021 a elle été marquée par une reprise économique très dynamique.

I.2. Base de préparation

I.2.1. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de Gascogne. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

I.2.2. Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes consolidés, la Direction du Groupe procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La Direction révise ses estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2021 pourraient être sensiblement modifiées.

Par ailleurs, la Direction exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise les problématiques comptables concernées.

Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations et le jugement sont explicitées ci-dessous :

Estimation		Nature de l'estimation
Notes V.3.	Pertes de valeur et impairment tests	Principales hypothèses retenues pour la construction des valeurs d'utilité : taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini, flux de trésorerie attendus
Notes IX.1.	Impôt sur le résultat	Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs liés aux reports déficitaires

II. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

II.1. Principes de consolidation

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par la société. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.
Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.
Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Intérêts dans des entités mises en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable, ainsi que les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint, sont mises en équivalence. La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus dans une entité associée ou contrôlée conjointement le coût d'acquisition de ces titres ajusté de la quote-part du Groupe dans les variations de l'actif net de l'entité depuis son acquisition.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciels et les transactions, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés. Les gains découlant des transactions avec les entités mises en équivalence sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entreprise. Les pertes sont éliminées de la même façon que les gains, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

II.2. Méthodes de conversion

II.2.1. Transactions en monnaie étrangère

La comptabilisation et l'évaluation des opérations libellées en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères".
Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de la clôture. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en pertes et profits de change dans le résultat financier.

II.2.2. Les états financiers des activités à l'étranger

Les comptes des filiales étrangères du Groupe sont tenus dans leur monnaie fonctionnelle. Le bilan des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro est converti en euros au cours de clôture, sauf les capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Le compte de résultat est converti au cours approchant le cours à la date de transaction. Le tableau de flux de trésorerie est converti au cours moyen, à l'exception de la trésorerie qui est convertie au cours de clôture.
Les gains et pertes résultant de la conversion du bilan (qui comprennent l'incidence de la variation des taux sur les actifs et les passifs) sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés dans les capitaux propres.

II.3. Regroupements d'entreprises

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les regroupements d'entreprises sont évalués et comptabilisés conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée : la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges, sauf les coûts liés à l'émission d'instruments de capitaux propres.

II.4. Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué en 2021.

II.5. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2021

Sociétés consolidées au 31 décembre 2021 :

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE

Sociétés	Siège social	N° de SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
FINANCIER				
Gascogne SA	40200 F-Mimizan	895 750 412		
ACTIVITE BOIS				
Gascogne Bois	40210 F-Escource	501 719 413	100,00	100,00
Palfrance	81600 F-Gaillac	379 124 795	100,00	100,00
Gascogne All Wood	Liège (Belgique)	BE-425608482	100,00	100,00
Gascogne Forêt Services	40200 F-Mimizan	882 809 619	100,00	100,00
ACTIVITE PAPIER				
Gascogne Papier	40200 F-Mimizan	334 612 967	100,00	100,00
Gascogne Spain	Barcelone (Espagne)	29487F141B152448	100,00	100,00
Gascogne Packaging USA	Atlanta (USA)	CBP-2.953.531	100,00	100,00
Feutres Depland	87200 F-Saint Junien	760 500 587	100,00	100,00
ACTIVITE SACS				
Gascogne Sacs	40200 F-Mimizan	493 467 989	100,00	100,00
Gascogne Sack Deutschland	Wieda (Allemagne)	HRB54618	100,00	100,00
Aigis	Chalkida (Grèce)	13138/12/B/86/11	100,00	100,00
Gascogne Sack Tunisia	Radès (Tunisie)	B0233542005	99,99	99,99
ACTIVITE COMPLEXES				
Gascogne Flexible	40200 F-Mimizan	312 757 347	100,00	100,00
Gascogne Flexible Germany	Düren (Allemagne)	HRB3891	100,00	100,00

II.6. Engagement hors bilan liés au périmètre

Il n'y a pas d'engagements liés au périmètre.

II.7. Parties liées

Transactions de la société mère avec les filiales du Groupe

Il s'agit d'une part des prestations de service et de la mise à disposition des dirigeants facturées par la société mère aux filiales et d'autre part d'avances en compte courant consenties à/ou par certaines filiales qui donnent lieu à facturation d'intérêts financiers. Par ailleurs, l'ensemble des sociétés françaises font partie d'un groupe d'intégration fiscale dont Gascogne SA est la société mère.

Transactions avec des parties liées

Gascogne SA n'a entretenu, en 2021, aucune relation de quelque nature que ce soit avec les dirigeants (autre que les émoluments ou jetons de présence). Voir le paragraphe IV.4.
Gascogne SA a des relations avec les sociétés du Groupe Biolandes (actionnaire d'Attis 2) pour la mise à disposition de locaux et de personnels.

Biolandes Technologies (société du Groupe Biolandes) a racheté les 4 821 137 ORAN (Obligations Remboursables en Actions ou en Numéraires) aux établissements bancaires détenteurs, à leur nominal de 2,50 euros en date du 25 février 2020. Toutes les caractéristiques des ORAN ont été conservées et notamment les conditions de rémunération (1% l'an) et la maturité (31 décembre 2023). Au titre de l'exercice 2021, Gascogne SA a versé à Biolandes Technologie les intérêts liés à la rémunération de ces obligations pour un montant de 121 K€.

III. ACTIVITE OPERATIONNELLE

III.1. Chiffre d'affaires, créances clients et autres débiteurs

III.1.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et services vendus dans le cadre des activités du Groupe : il est comptabilisé net, après déduction des éventuels escomptes, rabais et ristournes offerts aux clients.
Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de déchets, les ventes de marchandises, les frais de transport facturés, les ventes de quotas de CO2, les ventes d'électricité et le complément de rémunération par rapport au prix de marché versé par EDF en application du contrat CRE5.
Pour les ventes de biens et marchandises (qui constituent la plus grande part du chiffre d'affaires), le produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens, ainsi que le contrôle, ont été transférés à l'acquéreur. Ce transfert des risques et avantages dépend des incoterms : s'agissant des clients français, en général, le transfert est effectif en sortie d'usine et s'agissant des clients export et grand export, le transfert est effectif à la livraison des produits chez le client.
La norme « IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » a remplacé les normes « IAS 18 – Produits des activités ordinaires » et « IAS 11 – Contrats de construction » et les interprétations liées au 1er janvier 2018 sans impact significatif pour le groupe Gascogne compte tenu de la nature des activités de ses sociétés.

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Ventes de biens	378 260	341 599
Prestations de services	3 924	3 521
Ventes quotas CO2	4 881	2 153
Ventes électricité	11 729	3 572
Complément de rémunération EDF	55	7 991
Chiffre d'affaires	**398 850**	**358 836**

En 2021, avec l'envolée des prix d'électricité sur les 4 derniers mois de l'année, les ventes d'électricité sur le marché augmentent fortement et le complément de rémunération par rapport au prix de marché baisse corrélativement.

III.1.2. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont des actifs financiers courants, initialement enregistrés à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti diminué des pertes de valeurs éventuelles.
Les créances clients sont dépréciées au cas par cas en fonction de leur antériorité.

Valeur nette des clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Clients et comptes rattachés	67 443	53 943
Créances à recevoir des parties liées	0	0
Paiements d'avance	935	1 716
Autres montants d'exploitation	12 592	12 366
Total	**80 971**	**68 025**

Variation des dépréciations des comptes clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Exercice 2020	Augmentation	Diminution	Exercice 2021
Provisions Clients et comptes rattachés	2 101	20	(250)	1 871
Provisions Autres créances exploitation	102			102
Total	**2 203**	**20**	**(250)**	**1 972**

Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Créances sur immobilisations	0	0
Créances diverses	74	30
Autres créances d'exploitation	238	476
Total	**312**	**505**

III.2. Stocks et achats consommés

III.2.1. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient en utilisant la méthode du coût moyen pondéré ou à leur valeur nette probable de réalisation si celle-ci est inférieure. Si la valeur nette probable de réalisation des stocks est inférieure à leur coût de revient, ce montant est ramené à la valeur nette probable de réalisation par le biais d'une dépréciation des stocks. Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.
Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks de produits finis et d'encours de production ne comprennent que les coûts liés à la production.

Valeur nette des stocks

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Matières premières et approvisionnements	54 076	53 252
En cours de production : biens	5 140	4 150
Produits intermédiaires et finis	39 630	48 466
Marchandises	125	230
Total	**98 971**	**106 098**

Variation des dépréciations des stocks

(en milliers d'euros)	Exercice 2020	Augmentation	Diminution	Exercice 2021
Matières premières et approvisionnements	5 982	4 436	(4 523)	5 895
En cours de production : biens	275	522	(211)	586
Produits intermédiaires et finis	2 938	2 769	(3 885)	1 822
Marchandises	269	110	(216)	162
Total	**9 464**	**7 836**	**(8 835)**	**8 465**

Variation des stocks de produits finis et en-cours

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Variation de stocks bruts	(6 517)	4 984
Reprise de provisions sur stocks de produits finis et encours	2 609	2 207
Dotation aux provisions sur stocks de produits finis et encours	(2 882)	(2 368)
Variation des stocks de produits et encours	**(6 790)**	**4 822**

III.2.2. Achats consommés

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Achats de marchandises et de matières premières	(189 441)	(172 747)
Variation des stocks de marchandises et de matières premières	1 031	(1 754)
Reprise de provisions sur stocks de marchandises et matières premières	4 576	4 227
Dotation aux provisions sur stocks de marchandises et matières premières	(4 562)	(4 304)
Achats consommés	**(188 396)**	**(174 578)**

III.3. Autres produits et charges opérationnels

Afin de faciliter la lecture du compte de résultat et de la performance du Groupe, les éléments inhabituels et significatifs à l'échelle de l'ensemble consolidé sont identifiés sur la ligne du résultat opérationnel intitulée 'Autres produits et charges opérationnels'.
Cette ligne inclut principalement :
- le résultat des cessions d'immobilisations,
- les pertes ou reprises de valeur sur actifs immobilisés constatées principalement dans le cadre des tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie (UGT) et des goodwill,
- les provisions ou dépenses de réorganisation et de restructuration,
- les litiges majeurs qui naissent de l'activité opérationnelle du Groupe.

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
(Dotations) / Reprises de provisions pour restructuration et litiges	(88)	(4 378)
Produits (Charges) de restructuration et litiges	(492)	(463)
(Dotations) / Reprises autres	-	1 700
Produits (Charges) autres	(1 508)	(158)
(Moins) Plus values nettes sur cession d'actifs	2 753	286
Autres produits et charges opérationnels	**664**	**(3 013)**

Restructurations et litiges

Ce poste comprend principalement en 2021 des charges liées aux dénouements de divers litiges. Les décaissements en 2021 au titre du PSE de la Division Bois provisionné en 2020 sont sans impact sur le compte de résultat car la provision a été reprise pour le même montant.

Ce poste comprenait principalement en 2020 :

- Le coût du PSE 2020 de la Division Bois : - 4,1 M€ (dont 1,7 M€ décaissés en 2020 et 2,4 M€ provisionnés, à décaisser principalement en 2021)
- Le solde du coût du PSE 2017 de la Division Bois : - 0,3 M€
- Des charges liées au dénouement de divers litiges : - 0,5 M€

Plus-values nettes sur cession d'actifs

En 2021, ce poste comprend principalement l'indemnisation de la chaudière de la scierie de Saint Symphorien, détruite par un incendie en mai 2020 et qui a été reconstruite en 2021.
En 2020, ce poste comprenait principalement la plus-value réalisée sur la cession des actifs de l'ancien site de Gascogne All Wood en Belgique.

Reprise dépréciation d'actifs

Ce poste intégrait en 2020 la reprise d'une partie de la dépréciation des actifs corporels de l'UGT Aigis (filiale grecque de Gascogne Sacs) pour 1,7 M€.

Autres

Ce poste intègre en 2021
- une opération de nettoyage de stocks anciens dans la Division Bois suite à la fermeture de la scierie de Castets : - 0,9 M€
- la mise au rebut d'un équipement du silo de stockage de biomasse de la papeterie de Mimizan : - 0,4 M€

III.4. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", et compte tenu de l'organisation interne du Groupe en terme de management et de reporting, le Groupe présente une information sectorielle par secteur d'activité.
Le Principal Décideur Opérationnel (PDO) est le Président Directeur Général du Groupe.
Le Groupe dispose de 4 secteurs, comme décrit ci-après, qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques du Groupe. Les dirigeants des Divisions Emballage (qui regroupe les Activités Papier, Sacs et Flexible) et Bois sont des segment managers au sens de la norme IFRS 8 et ils reportent au Président Directeur Général.
Les unités opérationnelles stratégiques du Groupe offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles nécessitent la mise en œuvre de stratégies technologiques et commerciales différentes.

Les opérations réalisées dans chacun des secteurs du Groupe sont résumées ainsi :

- Activité Bois : gestion sylvicole, approvisionnement bois des scieries et de la papeterie, fabrication de produits bois sciés pour l'emballage, bois d'ingénierie et d'aménagement pour la construction,
- Activité Papier : la fabrication de papier kraft naturel frictionné et kraft naturel pour sacs,
- Activité Sacs : la production de sacs petite, moyenne et grande contenances,
- Activité Flexible : la fabrication de complexes multicouches (standard ou renforcé), supports siliconés, papiers gommés.

L'information sectorielle du Groupe est préparée conformément aux méthodes comptables appliquées pour établir et présenter les états financiers.

						31 décembre 2021
(en milliers d'euros)	**Bois**	**Papier**	**Sacs**	**Flexible**	**Financier**	**Total Groupe**
Chiffre d'affaires						
. de l'activité	84 316	148 428	122 486	113 705	8 343	477 277
. intragroupe	(43 398)	(23 773)	(939)	(2 025)	(8 291)	(78 427)
. chiffre d'affaires net	40 917	124 655	121 547	111 679	52	398 850
Résultat opérationnel courant	(976)	1 627	9 852	5 565	(94)	15 974
Résultat opérationnel	674	1 265	9 838	5 057	(196)	16 638
Dotations aux amortissements	(1 659)	(5 827)	(3 743)	(3 773)	(1 063)	(16 065)
(Dotations) reprises de provisions pour dépréciations d'actif	0	0	0	0	0	0
Autres produits (charges) du résultat opérationnel sans contrepartie de trésorerie	1 181	414	136	(67)	1 211	2 874
Investissements	4 912	11 436	3 210	2 687	2 773	25 017
Effectifs	272	356	430	326	69	1 453
Immobilisations incorporelles et corporelles	15 995	91 031	34 984	25 823	11 621	179 454
Actifs sectoriels	25 598	59 718	54 250	39 945	874	180 385
Autres actifs						41 627
Total de l'actif						**401 466**
Passifs sectoriels	13 660	14 232	16 347	14 809	816	59 863
Autres passifs						183 619
Total du passif						**243 482**

						31 décembre 2020
(en milliers d'euros)	Bois	Papier	Sacs	Flexible	Financier	Total Groupe
Chiffre d'affaires						
. de l'activité	79 729	128 543	112 128	106 396	8 385	435 180
. intragroupe	(43 393)	(21 747)	(777)	(2 094)	(8 333)	(76 344)
. chiffre d'affaires net	36 336	106 796	111 351	104 302	52	358 836
Résultat opérationnel courant	(3 862)	7 896	7 768	4 387	78	16 267
Résultat opérationnel	(8 093)	7 792	9 464	4 150	(58)	13 255
Dotations aux amortissements	(1 086)	(5 415)	(4 021)	(4 071)	(944)	(15 536)
(Dotations) reprises de provisions pour dépréciations d'actif	0	9	1 700	0	0	1 709
Autres produits (charges) du résultat opérationnel sans contrepartie de trésorerie	(1 951)	(5)	1 574	67	35	(281)
Investissements	824	7 097	1 673	1 955	3 112	14 661
Effectifs	262	362	445	328	61	1 458
Immobilisations incorporelles et corporelles	12 690	85 107	36 760	26 952	10 073	171 583
Actifs sectoriels	26 650	63 432	46 455	37 093	998	174 628
Autres actifs						49 995
Total de l'actif						**396 205**
Passifs sectoriels	13 260	11 332	12 548	13 883	577	51 601
Autres passifs						201 843
Total du passif						**253 444**

La répartition géographique du chiffre d'affaires est la suivante :

(En milliers d'euros)	**Exercice 2021**	**Exercice 2020**
France	179 037	155 579
Allemagne	53 491	50 847
Autres pays de l'Union Européenne	93 917	81 670
Pays hors de l'Union Européenne	72 404	70 740
Total	**398 850**	**358 836**

Les actifs immobilisés sont situés à 91% en France, 6% en Allemagne et le solde en Tunisie et en Grèce.

Aucun client ne représente individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

III.5. Participation dans les sociétés mises en équivalence

Le Groupe ne détient plus de participation dans des sociétés mises en équivalence à fin 2021.

III.6. Autres passifs

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en "Autres passifs" (courants et non courants) et sont ensuite reprises en résultat en "Autres produits et charges d'exploitation" en étalant linéairement leur montant sur la durée d'utilité de l'immobilisation concernée.
Les subventions d'exploitation sont comptabilisées directement en résultat en "Autres produits et charges d'exploitation".

Autres passifs

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Autres passifs non courants		
Subventions d'équipements	3 843	1 570
Total des autres passifs non courants	**3 843**	**1 570**
Autres passifs courants		0
Subventions d'équipements	68	158
Participation salariés	0	0
Dettes sur immobilisations	2 954	2 300
Dettes diverses	792	158
Total des autres passifs courants	**3 815**	**2 616**
Total des autres passifs	**7 657**	**4 186**

Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Autres produits courants	1 918	1 658
Subventions d'investissement virées au résultat	146	178
Subventions d'exploitation	513	285
Production immobilisée	1 656	1 436
Autres charges courantes	(608)	(533)
(Dotations) Reprises provisions clients, autres créances et actifs courants	231	(23)
Autres produits et (charges) d'exploitation	**3 855**	**3 001**

III.7. Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Dans l'activité Papier, le Groupe s'est vu attribuer des droits d'émission de gaz à effet de serre.
En l'absence de normes IFRS ou d'interprétations relatives à la comptabilisation des droits d'émission de CO_2, la société a exercé son jugement et applique depuis la clôture au 31 décembre 2013 les nouvelles dispositions suivantes (qui sont notamment conformes au Règlement de l'ANC n° 2012-03 du 4 octobre 2012, homologué le 7 janvier 2013) :

- Les quotas sont gérés comme un coût de production et à ce titre ils sont reconnus en stock :
  - Les quotas attribués à titre gratuit sont comptabilisés en stock pour une valeur nulle,
  - Les quotas acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition,
  - Les ventes ou les restitutions annuelles de quotas constituent des sorties de stock, qui sont reconnues sur la base d'un coût unitaire moyen pondéré
  - Si la valeur comptable des stocks de quotas à la clôture est supérieure à la valeur de marché, une provision pour dépréciation est comptabilisée.
- A chaque arrêté, une provision est comptabilisée pour matérialiser les obligations de restitution de quotas liées aux émissions de la période. Cette provision est calculée sur la base des émissions estimées de la période, valorisées au coût unitaire moyen pondéré du stock à la fin de cette période. Elle est reprise lors de la restitution des quotas.

Dans le cas où les obligations de restitution à l'échéance sont supérieures aux quotas disponibles enregistrés en stock, une provision pour le complément de provisions lié aux quotas manquants est valorisée à leur valeur de marché et comptabilisée.

Suivi des utilisations de quotas de la société Gascogne Papier

En tonnes	Avant 2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Emission de CO2		60 061	61 100	53 323	36 258	17 970	20 099	19 442	21 403
Quotas alloués		82 198	80 729	79 243	77 741	76 225	74 691	73 150	33 646
Quotas non utilisés		22 137	19 629	25 920	41 483	58 255	54 592	53 708	12 243
Vente de quotas							-100 000	-80 000	-90 000
Quotas non utilisés cumulés	130 313	152 450	172 079	197 999	239 482	297 737	252 329	226 037	148 280

Les quotas alloués au titre de 2021, première année d'allocation du PNAQ4 s'élève à 33 646 tonnes.

Jusqu'à présent, Gascogne Papier s'est vu attribuer des quotas (gratuits) par les pouvoirs publics, supérieurs à ses besoins comme le montre le tableau ci-dessus. Aussi, la société n'a jamais eu besoin d'acquérir des quotas à titre onéreux, la gestion de ces quotas n'a donc pas d'incidence sur les comptes du Groupe.

Gascogne Papier a vendu sur le marché :

- En 2020 : 80 000 tonnes de quotas pour un montant de 2,2 M€
- En 2021 : 90 000 tonnes de quotas pour un montant de 4,9 M€

Le solde des quotas non utilisés cumulés à fin 2021 s'élève à 148 280 tonnes.

IV. CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

IV.1. Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée, applicable depuis le 1er janvier 2014 et selon la décision de l'IFRS IC sur les modalités de calcul d'engagements de régimes à prestations définies approuvée par l'IASB en mai 2021, applicable au 1er janvier 2021 de manière rétrospective. Ils se décomposent entre avantages à court terme et avantages à long terme.
Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme tels que les congés payés, congés maladie, primes et autres avantages (tels que les indemnités de fin de contrat) payables dans les douze mois suivant la fin de la période pendant laquelle les salariés ont rendu les services correspondants.
Ces avantages sont comptabilisés en dettes courantes et enregistrés en charges sur l'exercice lorsque le service est rendu par le salarié.

Les avantages à long terme couvrent deux catégories d'avantages au personnel :
- les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent notamment les indemnités de départ à la retraite et les compléments de retraite,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent les médailles du travail.

Les différents avantages offerts à chaque employé dépendent des législations locales, conventions ou accords en vigueur dans chaque société du Groupe.
Ces avantages se caractérisent de deux manières :
- les régimes dits à cotisations définies qui ne sont pas porteurs d'engagement futur puisque l'obligation de l'employeur est limitée au versement régulier de cotisations : ils sont enregistrés en charge sur la base des appels de cotisation,
- les régimes dits à prestations définies par lesquels l'employeur garantit un niveau futur de prestations. Une obligation (cf note IV.2.) est alors comptabilisée au passif de l'état de la situation financière.

Les coûts attendus de ces avantages sont comptabilisés en charges de personnel tout au long de la période d'activité du salarié dans l'entreprise ('coûts des services rendus').

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Salaires et traitements	(51 875)	(50 918)
Charges sociales	(19 552)	(19 529)
Participation des salariés	(581)	(334)
Coûts des services rendus	(974)	(964)
Frais de personnel	**(72 981)**	**(71 746)**

Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) constaté en 2020 et en 2021 représente respectivement 0,4 M€ et 0,4 M€. Il est présenté en diminution des salaires et traitements.

IV.2. Provisions pour retraites et engagements assimilés

Comme indiqué dans la note IV.1., les avantages à long-terme pour les plans à prestations définies créent une obligation comptabilisée en provision pour retraites et engagements assimilés.
La provision pour retraites est égale à la valeur actualisée des obligations diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs versés dans des fonds affectés à leur financement. Un excédent d'actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe.
La provision pour les autres avantages à long terme est quant à elle égale à la valeur actualisée des obligations.

La détermination de ces provisions repose sur des évaluations effectuées par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière. Ces évaluations intègrent aussi bien des hypothèses macroéconomiques propres à chaque pays dans lesquels le Groupe opère (taux d'actualisation, croissance des salaires), que démographiques (taux de rotation des effectifs, âge de départ en retraite, espérance de vie).
Les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux rendements procurés par les obligations émises par des entreprises de première catégorie sur des durées équivalentes à celles des engagements à la date d'évaluation.

Des écarts actuariels sont générés lorsque des différences sont constatées entre les données réelles et les prévisions effectuées antérieurement, ou suite à des changements d'hypothèses actuarielles. Les écarts actuariels sont comptabilisés dans l'état du résultat global, nets d'impôts différés.

Lorsque les avantages du régime sont modifiés, ou en cas de réduction de régime, l'impact associé aux services passés rendus par le personnel ou le profit (perte) lié à la réduction de régime, est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le Groupe comptabilise des profits et pertes au titre de la liquidation d'un régime à prestations définies au moment où la liquidation se produit.

Les calculs actuariels des avantages au personnel sont effectués par un actuaire indépendant et sont comptabilisés de la manière suivante :
. Au bilan
Le montant comptabilisé au passif au titre des prestations définies apparaît au passif sous la rubrique "Avantages du personnel" et est égal à :
- la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de la clôture,
- diminuée de la juste valeur, à la date de la clôture, des actifs du régime utilisés directement pour payer ou financer les obligations,
- diminuée des paiements effectués.

. Les autres composantes de variation de la provision sont comptabilisées dans les rubriques suivantes du compte de résultat :
- coût des services rendus et des services passés : en frais de personnel (résultat opérationnel courant),
- charges d'intérêts nets sur le passif net (charges financières).

IV.2.1. Description des régimes

Régimes à cotisations définies
Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus (régime vieillesse de base de la Sécurité Sociale, régimes complémentaires de retraite ARRCO et AGIRC, fonds de pension à cotisations définies dans certaines filiales étrangères).

Les paiements du Groupe sont constatés en charge de la période comme suit :

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Cotisations de retraite	8 055	8 072

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies du Groupe concernent principalement :
- les avantages postérieurs à l'emploi :
* les indemnités de fin de carrière (en France, en Allemagne, en Grèce et en Tunisie) : indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite,
* les régimes de retraite par capitalisation (article 39) en France pour certaines catégories de salariés qui recevront un complément de retraite correspondant à un pourcentage de leur salaire s'ils sont présents dans l'entreprise lors de leur retraite, et les régimes de retraite en Allemagne,
* les plans de départ ACAATA qui permettent à des salariés du site de Mimizan ayant été exposés à l'amiante de démissionner et d'être indemnisés par un fonds public (CAATA) pour la période entre la date de départ anticipée et l'âge de liquidation des droits à retraite. Lors du départ du salarié, l'entreprise lui verse une indemnité de cessation anticipée d'activité qui remplace l'indemnité de fin de carrière. Ces plans sont provisionnés au même titre que les indemnités de fin de carrière.

- d'autres avantages à long terme
* les indemnités liées aux médailles du travail en France et en Allemagne.

IV.2.2. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour les évaluations

Les évaluations actuarielles dépendent d'un certain nombre d'hypothèses à long terme. Ces hypothèses, revues annuellement, sont les suivantes :

	Exercice 2021	Exercice 2020
France		
Age de départ à la retraite		
Cadres	64 à 67 ans	64 à 67 ans
Non cadres	62 à 65 ans	62 à 65 ans
Taux d'actualisation indemnités de fin de carrière	1,00%	0,40%
Taux d'actualisation retraite par capitalisation	0,40%	0,00%
Taux d'actualisation médaille du travail	0,40%	0,00%
Taux d'augmentation des salaires (*)	2,50%	2,50%
Allemagne		
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Taux d'actualisation	1,00%	0,40%
Taux d'augmentation des salaires (*)	2,50%	2,50%
Grèce		
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Taux d'actualisation	1,00%	0,00%
Taux d'augmentation des salaires (*)	2,50%	2,50%

(*) Taux d'inflation inclus

La table de mortalité TH/TF 00-02 est utilisée pour les engagements concernant la France.
Le taux d'actualisation repose sur les indices iBoxx € Corporates AA10+ et AA7-10 (selon la maturité des engagements estimée à la date de l'évaluation). Cet indice reprend un panier d'obligations composé de valeurs financières et non financières.

Sensibilité de la dette au taux d'actualisation

Au 31 décembre 2021, une variation du taux d'actualisation de +/- 50 points de base entrainerait une variation de +/- 1,4 M€ de ces engagements.

IV.2.3. Synthèse de la situation financière des régimes

Les régimes non financés, ainsi que les régimes financés partiellement ou intégralement, se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Valeur actualisée des obligations non financées	7 563	8 566
Valeur actualisée des obligations partiellement ou intégralement financées	11 620	12 568
Total des valeurs actualisées des obligations	**19 182**	**21 134**
Juste valeur des actifs du régime	1 490	1 477
Passif comptabilisé au titre des prestations définies	**17 692**	**19 657**

La composition des actifs du régime et le taux de rendement sont les suivants :

Sociétés françaises	Exercice 2021	Exercice 2020
Obligations	82%	83%
Actions	7%	7%
Immobilier	7%	7%
Autres actifs	1%	1%
Liquidités	4%	2%

Répartition globale par secteur du portefeuille obligataire

Répartition de la poche obligataire	Exercice 2021	Exercice 2020
Souverains	48%	47%
Corporates	32%	31%
Financières	20%	23%

Répartition géographique du portefeuille obligataire

Répartition de la poche obligataire	Exercice 2021	Exercice 2020
France	62%	60%
Autres pays de la zone euro	16%	17%
Etats-unis	9%	9%
Royaume Uni	4%	5%
Autres pays	10%	10%

IV.2.4. Détail et évolution des engagements

La variation des principaux avantages au cours de l'exercice 2021 est la suivante :

(en milliers d'euros)	Indemnités de départ à la retraite		Retraite par capitalisation		Autres engagements de fin de carrière		**Retraites & indemnités assimilées**		Médailles du travail		**Engagements de retraite et autres avantages**	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	**2021**	**2020**	2021	2020	**2021**	**2020**
Evaluation des Engagements Bruts												
En début de période	**19 659**	**20 007**	**1 094**	**1 125**	**124**	**184**	**20 878**	**21 316**	**256**	**251**	**21 134**	**21 567**
Coûts des services rendus	953	656	15	37			968	693	17	16	985	709
Profits sur réduction de régime							0	0			0	0
Prestations servies	(794)	(716)			(43)	(60)	(837)	(776)	(92)	(5)	(930)	(781)
Charges d'intérêts	74	136		3			74	139	()	1	74	140
Restructurations, cessions d'actifs							0	0			0	0
Charges de l'exercice	**232**	**76**	**15**	**40**	**(43)**	**(60)**	**204**	**56**	**(75)**	**12**	**129**	**68**
Impact réforme IFRIC		(973)					0	(973)			0	(973)
Variation de périmètre							0	0			0	0
Variation de change							0	0			0	0
Perte (gain) actuariel	(2 079)	550	8	(71)			(2 071)	479	(19)	(7)	(2 090)	472
En fin de période	**17 812**	**19 659**	**1 117**	**1 094**	**81**	**124**	**19 011**	**20 878**	**161**	**256**	**19 172**	**21 134**
Valeur de marché des actifs affectés aux plans												
En début de période	**697**	**681**	**780**	**764**			**1 478**	**1 446**			**1 478**	**1 446**
Rendements attendus des actifs	3	5		2			3	7			3	7
Contributions de l'employeur							0	0			0	0
Prestations servies							0	0			0	0
Restructurations, cessions d'actifs							0	0			0	0
Produits de l'exercice	**3**	**5**	**0**	**2**	**0**	**0**	**3**	**7**	**0**	**0**	**3**	**7**
Perte (gain) actuariel		11		14			0	25			0	25
En fin de période	**700**	**697**	**780**	**780**	**0**	**0**	**1 480**	**1 478**	**0**	**0**	**1 480**	**1 478**
Engagements de retraites et autres avantages	**17 112**	**18 962**	**337**	**314**	**81**	**124**	**17 531**	**19 400**	**161**	**256**	**17 692**	**19 656**

Impact de la réforme de l'IFRIC

La décision IFRS IC vise à revoir pour le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestation définie la date de déclenchement de la provision en fonction de l'ancienneté et des plafonds figurant dans les conventions collectives et / ou les accords applicables.
Cette réforme a eu pour impact de diminuer les engagements de sociétés françaises du Groupe de 973 K€ au 1er janvier 2020.

IV.3. Plan d'options d'achat d'actions et attribution d'actions gratuites

Il n'y a pas de plan d'options d'achat d'actions ou d'attributions gratuites actifs à fin 2021.

IV.4. Rémunération des dirigeants (parties liées)

IV.4.1. Rémunérations et avantages octroyés aux dirigeants

Les rémunérations et avantages octroyés aux dirigeants au titre des exercices 2021 et 2020 sont les suivants :

(En milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Avantages court terme	468	459
Avantages postérieurs à l'emploi (*)	5	8
Indemnités de fin de contrat de travail versées		
Paiements fondés sur des actions		
Total	**473**	**467**

(*) Variation de l'engagement sur l'exercice

Les rémunérations et avantages présentés dans le tableau ci-dessus comprennent 3 dirigeants à fin 2021 et à fin 2020.

Au 31 décembre 2021, la société n'a pas d'engagement vis-à-vis de son Président Directeur Général Dominique Coutière en matière d'avantages postérieurs à l'emploi (contrat de capitalisation ou golden parachute).

IV.4.2. Rémunérations octroyées aux membres du Conseil d'administration

Les jetons de présence servis en 2021 aux membres du Conseil d'administration se sont élevés à 33 K€.

IV.4.3. Synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

Aucune option ou aucune action n'a été attribuée aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2021.

V. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

V.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Goodwill.
Les goodwills sont initialement reconnus lors d'un regroupement d'entreprises tel que décrit dans la note II.3. Postérieurement à leur comptabilisation initiale, ils ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Brevets et licences.
Les brevets et licences sont amortis linéairement sur la durée de la période de leur protection juridique. Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité qui s'établit entre 1 et 10 ans.

Frais de développement.
Selon la norme IAS 38 "*Immobilisations incorporelles*", les frais de développement sont immobilisés dès que l'entreprise peut démontrer :
- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- sa capacité à vendre ou à utiliser l'immobilisation incorporelle,
- la façon dont l'immobilisation incorporelle génèrera des avantages économiques futurs probables,
- la disponibilité des ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour réaliser le projet,
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de recherche et de développement qui ne satisfont pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés, qui satisfont aux critères ci-dessus, sont immobilisés à l'actif du bilan. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité.

Les dépenses ainsi portées à l'actif comprennent de la main d'œuvre directe et une quote-part appropriée des frais généraux.

Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Dépenses ultérieures.
Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées uniquement si elles satisfont aux conditions définies par la norme IAS 38 et exposées ci-dessus. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les variations des goodwill et autres immobilisations incorporelles sont analysées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Goodwills	Frais de développements Brevets acquis	Logiciels et développements progiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur Brute au 1/1/2020	**1 656**	**1 034**	**3 554**	**5 285**	**11 529**
Variation de périmètre					0
Acquisitions		9	106	2 728	2 842
Cessions			(33)		(33)
Ecart de conversion	(49)		(1)		(50)
Autres mouvements		(918)	5 618	(4 700)	0
Valeur Brute au 31/12/2020	**1 607**	**125**	**9 243**	**3 313**	**14 288**
Valeur Brute au 1/1/2021	**1 607**	**125**	**9 243**	**3 313**	**14 288**
Variation de périmètre					0
Acquisitions		13	115	2 085	2 212
Cessions			(41)		(41)
Ecart de conversion	11		0		11
Autres mouvements		40	2 362	(2 255)	147
Valeur Brute au 31/12/2021	**1 618**	**178**	**11 679**	**3 143**	**16 617**
Amortissements cumulés au 1/1/2020	**(208)**	**(874)**	**(3 377)**	**(77)**	**(4 536)**
Variation de périmètre					0
Dotations aux amortissements		(1)	(948)		(949)
Diminutions d'amortissements			19		19
Dépréciations des actifs incorporels					0
Ecart de conversion			1		1
Autres mouvements		758	(719)		39
Amortissements cumulés au 31/12/2020	**(208)**	**(117)**	**(5 024)**	**(77)**	**(5 426)**
Amortissements cumulés au 1/1/2021	**(208)**	**(117)**	**(5 024)**	**(77)**	**(5 426)**
Variation de périmètre					0
Dotations aux amortissements		(5)	(311)	(23)	(339)
Diminutions d'amortissements			41		41
Dépréciations des actifs incorporels					0
Ecart de conversion			(0)		(0)
Autres mouvements			(19)		(19)
Amortissements cumulés au 31/12/2021	**(208)**	**(123)**	**(5 312)**	**(100)**	**(5 743)**
Valeur Nette au 31 décembre 2020	**1 398**	**7**	**4 219**	**3 237**	**8 862**
Valeur Nette au 31 décembre 2021	**1 409**	**55**	**6 366**	**3 044**	**10 875**

Le détail des goodwill nets par Unité Génératrice de Trésorerie est donné dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Exercice 2020	Augmentation (Diminution)	Variations de change	Exercice 2021
UGT GST	1 399		11	1 410
Montant en fin de période	**1 399**	**0**	**11**	**1 410**

V.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", seuls les éléments contrôlés par l'entreprise, dont le coût peut être déterminé de façon fiable, pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et qui sont utilisés sur une durée supérieure à un exercice sont comptabilisés en immobilisations corporelles. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont évalués en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par catégorie d'élément d'actif, sur la base du coût d'acquisition. Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations. En effet, la plupart des actifs industriels du Groupe sont destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Par ailleurs, le Groupe a analysé l'ensemble de ses processus industriels et a ainsi isolé parmi ses équipements industriels les composants majeurs devant faire l'objet d'un plan d'amortissement spécifique et dans ce cadre, les durées d'utilité effectives des actifs industriels ont été revues. Cette approche dite "par composant" a été également appliquée aux bâtiments.
Dans ce cadre, il n'y a plus lieu de constater de provisions pour gros entretien. Les grosses réparations sont désormais traitées comme un composant constitutif de la valeur de l'actif.
Les immobilisations sont amorties linéairement sur la durée d'utilité prévue pour chaque type de bien ou de composant. Les durées retenues sont :

Bâtiments	15 à 50 ans
Matériel et outillage	5 à 30 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans

Coûts ultérieurs
Le Groupe enregistre dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur Brute au 1/1/2020	**17 467**	**96 358**	**503 209**	**16 540**	**5 821**	**639 395**
Variation de périmètre	0	0	0	0	0	0
Acquisitions	154	1 290	6 206	831	7 699	16 180
Cessions	(89)	(1 341)	(1 979)	(870)	(4)	(4 283)
Ecart de conversion	(7)	(13)	(116)	(16)	0	(152)
Autres mouvements	290	1 132	5 096	(1 903)	(4 412)	203
Valeur Brute au 31/12/2020	**17 815**	**97 426**	**512 416**	**14 582**	**9 103**	**651 342**
Valeur Brute au 1/1/2021	**17 815**	**97 426**	**512 416**	**14 582**	**9 103**	**651 342**
Variation de périmètre						0
Acquisitions	284	2 523	8 167	1 210	11 488	23 673
Cessions	(87)	(337)	(5 395)	(965)	(93)	(6 878)
Ecart de conversion	2	3	26	5	0	36
Autres mouvements	199	1 700	15 070	75	(16 857)	187
Valeur Brute au 31/12/2021	**18 212**	**101 315**	**530 285**	**14 908**	**3 641**	**668 360**
Amortissements cumulés au 1/1/2020	**(17 359)**	**(62 533)**	**(388 786)**	**(11 188)**		**(479 866)**
Variation de périmètre	0	0	0	0	0	0
Dotations aux amortissements	(345)	(3 441)	(17 626)	6 890		(14 522)
Diminutions d'amortissements	90	526	2 007	1 317		3 939
Dépréciations des actifs corporels	173	768	(934)	1 702		1 709
Ecart de conversion		4	108	7		119
Autres mouvements	(131)	(143)	(2 093)	2 366		(0)
Amortissements cumulés au 31/12/2020	**(17 572)**	**(64 819)**	**(407 324)**	**1 093**	**0**	**(488 622)**
Amortissements cumulés au 1/1/2021	**(17 572)**	**(64 819)**	**(407 324)**	**1 093**		**(488 622)**
Variation de périmètre						0
Dotations aux amortissements	(310)	(3 219)	(16 041)	3 529		(16 041)
Diminutions d'amortissements	87	331	5 133	747		6 299
Dépréciations des actifs corporels	(115)	49	64	1		0
Ecart de conversion	0	(1)	(25)	(2)		(28)
Autres mouvements	(3)	2 808	6	(2 793)		19
Amortissements cumulés au 31/12/2021	**(17 913)**	**(64 850)**	**(418 186)**	**2 576**	**0**	**(498 373)**
Valeur Nette au 31 décembre 2020	**243**	**32 607**	**105 092**	**15 675**	**9 103**	**162 720**
Valeur Nette au 31 décembre 2021	**299**	**36 464**	**112 099**	**17 485**	**3 641**	**169 988**

Les variations des immobilisations corporelles sont analysées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2021	Exercice 2020
Dotations comptabilisées en résultat opérationnel courant		339	949
Dotations comptabilisées en autres produits et charges opérationnels			
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	IV.2	**339**	**949**
Dotations comptabilisées en résultat opérationnel courant		15 726	14 447
Dotations comptabilisées en autres produits et charges opérationnels		315	76
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	IV.3	**16 041**	**14 522**
Dotations aux amortissements		**16 380**	**15 472**

Contrats de location

Conformément à la norme IFRS 16 « Contrats de location », les contrats de location sont comptabilisés :

- En immobilisations à l'actif (droit d'usage) pour le montant de la dette de loyers, augmentée des paiements d'avance faits au bailleur, et
- En dettes financières au passif pour le montant des loyers sur la durée de location, actualisée au taux marginal d'emprunt déterminé sur la duration résiduelle des contrats pour l'ensemble du Groupe.

Dans la pratique, les montants inscrits à l'actif et au passif sont très proches.

Ces immobilisations sont amorties linéairement, soit sur la durée du contrat de location, soit sur leur durée d'utilité si celle-ci est inférieure à la durée de location ou si le contrat transfère au preneur la propriété de l'actif ou s'il existe une option d'achat dont l'exercice est raisonnablement certain.

Le Groupe a recours à des contrats de location pour :

- des matériels : informatiques, industriels tels que des chariots élévateurs, des matériels de levage,
- des véhicules en LLD,
- des locations immobilières : baux commerciaux, un contrat de location pour un site industriel, des sites de stockage.

Le montant des contrats de location comptabilisés dans les immobilisations se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Constructions*	Matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur Brute au 1er janvier 2021	4 460	5 105	4 772	14 337
Amortissements et provisions	(1 547)	(2 553)	(2 686)	(6 786)
Impact IFRS 16				0
Valeur Nette au 1er janvier 2021	**2 913**	**2 552**	**2 086**	**7 551**
Valeur Brute au 31 décembre 2021	4 827	5 304	5 275	15 406
Amortissements et provisions	(2 238)	(2 910)	(2 938)	(8 085)
Valeur Nette au 31 décembre 2021	**2 589**	**2 394**	**2 337**	**7 320**

*Correspond au droit d'utilisation de biens immobiliers

Passifs relatifs aux contrats de location-financement (valeur actualisée des paiements minimaux)

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
A moins d'un an	2 245	2 581
De deux à cinq ans	3 757	4 062
A plus de cinq ans	1 882	1 356
Total	**7 884**	**7 999**

V.3. Dépréciation des actifs

Conformément à la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie et les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation à chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'elles ont pu perdre notablement de leur valeur. Les valeurs comptables des autres actifs : les immobilisations incorporelles à durées d'utilité définies – essentiellement les brevets et logiciels – ainsi que les immobilisations corporelles font également l'objet d'un test de dépréciation, lorsque des évènements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur de ces immobilisations.

UGT et goodwill
Une UGT est définie comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT relatives à un actif ou à un groupe d'actifs doivent être identifiées de façon permanente d'un exercice à l'autre sauf si ce changement est justifié.

Test de dépréciation
Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable d'un actif immobilisé à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

En l'absence de juste valeur résultant de prix constatés sur un marché, la valeur recouvrable des actifs est déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur cession. En pratique cette valeur d'utilité est déterminée comme étant la somme des flux de trésorerie futurs actualisés générés par l'actif testé, avec prise en compte d'une valeur terminale basée sur un taux de croissance à long terme de ces flux de trésorerie. Les projections sont basées sur une durée de 5 ans et résultent des "business plans" construits sur les hypothèses économiques et les conditions prévisionnelles retenues par la Direction.
Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, l'actif correspondant est ramené à sa valeur recouvrable par la comptabilisation d'une perte de valeur.

Cette perte de valeur est enregistrée en "Autres produits et charges opérationnels" et est imputée en priorité aux goodwills. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie (telles que brevets ou logiciels) sont réversibles et peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient supérieure à la valeur nette comptable (dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée). Les pertes de valeur relatives aux goodwills sont irréversibles. Après imputation sur le goodwill, les pertes de valeurs résiduelles s'imputent sur la valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Cette imputation a pour effet de diminuer la base amortissable et donc de réduire le montant de la dotation aux amortissements des exercices suivants.

V.3.1. Modalités des tests de perte de valeur

Le Groupe a regroupé ses actifs au sein de 7 Unités Génératrices de Trésorerie :

- L'UGT Bois : sociétés de l'Activité Bois (correspondant au secteur du même nom dans l'information sectorielle),
- L'UGT Papier : sociétés de l'Activité Papier (correspondant au secteur du même nom dans l'information sectorielle),
- Les 4 UGT de l'Activité Sacs
  - L'UGT Gascogne Sacs : société Gascogne Sacs en France,
  - L'UGT Gascogne Sack Deutschland : société Gascogne Sack Deutschland en Allemagne,
  - L'UGT Aigis : société Aigis en Grèce,
  - L'UGT GST : société Gascogne Sack Tunisia en Tunisie,
- L'UGT Flexible : sociétés de l'Activité Flexible (Gascogne Flexible et Gascogne Flexible Germany).

La valeur d'utilité de chacune des Unités Génératrices de Trésorerie au 31 décembre 2021 a été estimée selon la méthodologie suivante :

- les flux de trésorerie futurs issus des business plan à 5 ans (2022-2026) ;
- le taux d'actualisation est identique pour les UGT Bois, Papier, Gascogne Sacs et Gascogne Sack Deutschland, à 9% (identique à 2020), il reflète le WACC du marché, et ces UGT opèrent principalement en Europe de l'ouest dans des environnements économiques semblables ;
- les taux d'actualisation des UGT Aigis (13%, identique à 2020) et Gascogne Sack Tunisia (14%, identique à 2020) sont supérieurs afin d'appréhender les risques économiques et politiques persistants de la Grèce pour Aigis et de la Tunisie pour Gascogne Sack Tunisia ;
- le taux de croissance utilisé pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans couverte par les prévisions s'élève à 1,7% (identique à 2020) pour l'ensemble des UGT.

V.3.2. Pertes de valeur

Les pertes de valeur comptabilisées au 31 décembre 2021 s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2020	Dotations	Reprises	Exercice 2021
Goodwills	208			208
Immobilisations corporelles	40 031			40 031
UGT BOIS	**40 239**	**0**	**0**	**40 239**
Goodwills	0		0	0
Immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations corporelles	91 250			91 250
UGT PAPIER	**91 449**	**0**	**0**	**91 449**
Goodwills	0			0
Immobilisations corporelles	2 022			2 022
UGT Gascogne Sack Deutschland	**2 022**	**0**	**0**	**2 022**
Goodwills	0		0	0
Immobilisations corporelles	4 292		0	4 292
UGT Aigis	**4 292**	**0**	**0**	**4 292**
Goodwills	0		0	0
UGT FLEXIBLE	**0**	**0**	**0**	**0**
Goodwills	208	0	0	208
Immobilisations incorporelles	199	0	0	199
Immobilisations corporelles	137 595	0	0	137 595
Total	**138 002**	**0**	**0**	**138 002**

Aucune perte de valeur n'a jamais été comptabilisée sur les 2 autres UGT : Gascogne Sacs (France) et Gascogne Sack Tunisia.

V.3.3. Tests de sensibilité

La sensibilité de la valorisation des UGT est présentée lorsqu'un changement raisonnablement possible d'une hypothèse clé pourrait conduire à ce que la valeur comptable de l'UGT excède sa valeur recouvrable.

Seule l'UGT Papier fait apparaître un risque de dépréciation.

Les chiffres indiqués ci-dessous représentent l'écart entre la valeur recouvrable et la valeur comptable de l'UGT dans le cas de la variation de +/- 10% de chaque hypothèse clé. Un chiffre négatif indique une dépréciation.

En millions d'euros	Taux d'actualisation des flux de trésorerie		Taux de croissance à l'infini		Taux de EBE/CA (flux terminal)	
	- 0,9 pt	+ 0,9 pt	- 0,17 pt	+ 0,17 pt	- 10% taux EBE/CA	+ 10% taux EBE/CA
UGT Papier	20,5	-14,7	-1,7	3,2	-15,0	16,3

Pour l'UGT Bois dépréciée en quasi-totalité, les tests de sensibilité ne permettent pas d'envisager une reprise des dépréciations antérieures avec des valeurs raisonnables d'hypothèses clés.

Il a également été calculé comment les hypothèses clés devaient varier (à la hausse pour le taux d'actualisation, à la baisse pour le taux de croissance à l'infini et le taux d'EBE/CA du flux terminal) pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable.

	Taux d'actualisation		**Taux de croissance à l'infini**		**Taux EBE/CA flux terminal**
UGT	Taux retenu (en %)	Augmentation nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable *(en % de taux d'actualisation supplémentaire)*	Taux retenu (en %)	Diminution nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable *(en % de taux de croissance en moins)*	Diminution nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable *(en % de diminution du taux d'EBE/CA retenu)*
Gascogne Sacs	9,00%	+3,22 pt [1]	1,7%	na [2]	-26,0%
Gascogne Sack Deutschland	9,00%	+6,97 pt	1,7%	na [2]	-53,0%
Gascogne Papier	9,00%	+0,04 pt	1,7%	-0,05 pt	-0,4%
Aigis	13,00%	1,3 pt	1,7%	na [2]	-13,8%
Gascogne Sack Tunisia	14,00%	+17,84 pt	1,7%	na [2]	-79,1%
Flexible	9,00%	+10,75 pt	1,7%	na [2]	-60,0%

[1] Cela signifie que le taux d'actualisation doit être porté de 9,0% à 12,22% pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable

[2] L'écart entre la valeur recouvrable et la valeur comptable de ces UGT est suffisamment important pour qu'aucune diminution du taux de croissance à l'infini (jusqu'à un taux de croissance nul au plus bas) n'entraîne une diminution de la valeur recouvrable au niveau de la valeur comptable de l'UGT

V.4. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Le Groupe n'a pas d'engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles.

VI. PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, non représentative d'avantages économiques futurs pour le Groupe.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe devra supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est fournie en annexe.

Les passifs éventuels correspondent à :
- des obligations potentielles résultant d'évènements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'évènements futurs et incertains qui ne sont pas sous le contrôle du Groupe,
- des obligations actuelles résultant d'éléments passés mais qui ne sont pas comptabilisées dans la mesure où il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et le montant de l'obligation ne peut pas être évalué de manière fiable.

Dans le cas de restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution avant la date de la clôture.

VI.1. Provisions au bilan

(en milliers d'euros)	Exercice 2020	Dotations globales	Reprises globales	Exercice 2021
Provisions pour litiges	1 770	167	(187)	1 750
Provisions pour impôt	0			0
Provisions pour restructurations et départs	31		(31)	0
Provisions environnementales	0			0
Divers	3		(0)	3
Provisions pour risques et charges à long terme	**1 804**	**167**	**(218)**	**1 753**
Provisions pour litiges	852	202	(287)	767
Provisions pour impôt	0			0
Provisions pour pertes s/contrats déficitaires	105	135	(105)	135
Provisions pour restructurations et départs	2 400		(1 900)	500
Provisions environnementales	1 054			1 054
Divers	281	172	(110)	343
Provisions pour risques et charges à court terme	**4 691**	**510**	**(2 402)**	**2 799**
Total	**6 495**	**677**	**(2 620)**	**4 552**

Litiges

Des litiges sont provisionnés dans les comptes consolidés pour un montant de 2,5 M€ et comprennent
- des litiges en matière de maladie professionnelle avec d'anciens salariés de la papeterie ayant développé des maladies liées à l'amiante,
- des litiges sociaux avec d'anciens salariés,
- des litiges commerciaux.

Contrôles fiscaux en cours

Au 31 décembre 2021, il y deux contrôles fiscaux en cours concernant :

- la société Gascogne Sack Deutschland : ce contrôle s'est terminé au cours du 1er trimestre 2022, sans redressement pour la société
- la société Gascogne Papier

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres litiges pouvant avoir ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine du Groupe.

VI.2. Variations des provisions dans le compte de résultat

Exercice 2021 (en milliers d'euros)	(Dotations)	Reprises	Net
Provisions dans le résultat courant opérationnel	(616)	445	(171)
Provisions dans les autres produits et charges opérationnels	(61)	2 175	2 114
Provisions dans le résultat opérationnel	**(677)**	**2 621**	**1 943**

Exercice 2020 (en milliers d'euros)	(Dotations)	Reprises	Net
Provisions dans le résultat courant opérationnel	(380)	283	(97)
Provisions dans les autres produits et charges opérationnels	(2 536)	109	(2 428)
Provisions dans le résultat opérationnel	**(2 917)**	**392**	**(2 525)**

Les charges financières n'incluent pas de provisions.

Ventilation par nature des dotations et reprises de provisions pour risques et charges

Exercice 2021 (en milliers d'euros)	Litiges	Pertes sur contrats déficitaires	Restructurations et départs	Divers	Total
Dotations					
Résultat courant opérationnel	(260)	(135)	(150)	(71)	(616)
Autres produits et charges opérationnels				(61)	(61)
Total des dotations	**(260)**	**(135)**	**(150)**	**(132)**	**(677)**
Reprises					
Résultat courant opérationnel	239	105		101	445
Autres produits et charges opérationnels	188		1 931	56	2 175
Total des reprises	**427**	**105**	**1 931**	**157**	**2 620**
Net					
Résultat courant opérationnel	(21)	(30)	(150)	30	(171)
Autres produits et charges opérationnels	188	0	1 931	(5)	2 114
Total Net	**167**	**(30)**	**1 781**	**25**	**1 943**

Exercice 2020 (en milliers d'euros)	Litiges	Pertes sur contrats déficitaires	Restructurations et départs	Divers	Total
Dotations					
Résultat courant opérationnel	(96)	(105)	0	(179)	(380)
Autres produits et charges opérationnels	(113)		(2 431)	7	(2 536)
Total des dotations	**(209)**	**(105)**	**(2 431)**	**(172)**	**(2 917)**
Reprises					
Résultat courant opérationnel	83	103	0	98	283
Autres produits et charges opérationnels	61			47	108
Total des reprises	**144**	**103**	**0**	**145**	**392**
Net					
Résultat courant opérationnel	(14)	(2)	0	(82)	(97)
Autres produits et charges opérationnels	(51)	0	(2 431)	55	(2 428)
Total Net	**(65)**	**(2)**	**(2 431)**	**(27)**	**(2 525)**

Le tableau ci-dessous ventile les reprises de provisions imputées et les reprises sans contrepartie :

(en milliers d'euros)	Reprises globales	Provisions utilisées = Charges	Reprises provisions non utilisées
Provisions pour litiges	427	317	110
Provisions pour pertes sur contrats déficitaires	105	105	0
Provisions pour restructurations et départs	1 931	1 931	0
Provisions environnementales	0	0	0
Divers	157	157	0
Total reprises des provisions au 31 décembre 2021	**2 620**	**2 510**	**110**

VII. CAPITAUX PROPRES ET RESULTATS PAR ACTION

VII.1. Capitaux propres

VII.1.1. Capital, primes d'émission, de fusion, d'apport

Le capital est constitué de 24 320 052 actions (entièrement libérées) dont la valeur nominale s'établit à 2,5 €.

VII.1.2. ORAN

Les ORAN (Obligations Remboursables en Actions ou en Numéraire) ont été souscrites par des établissements bancaires qui ont converti ainsi une partie de leurs créances sur le Groupe dans le cadre de la restructuration financière achevée le 19 septembre 2014.
La date de maturité des ORAN a été fixée au 31 décembre 2023 : le Groupe peut choisir de les rembourser d'ici cette date mais si ce n'est pas le cas, elles seront automatiquement converties en actions.

Les ORAN ont été cédées le 25 février 2020 par les établissements bancaires détenteurs à la société Biolandes Technologies, actionnaire d'Attis 2, le principal actionnaire de Gascogne SA avec 70,6% des actions. Toutes leurs caractéristiques ont été conservées et notamment les conditions de rémunération (1% l'an) et la maturité au 31 décembre 2023.

VII.1.3. Actions propres

Les actions propres qui sont les titres d'autocontrôle possédés par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition et viennent en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement aux capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

Au 31 décembre 2021, le nombre d'actions auto-détenues par Gascogne SA est inchangé et s'élève à 40 206 actions, représentant 0,17 % du capital.

VII.1.4. Affectation du résultat

L'Assemblée générale mixte des actionnaires du 24 juin 2021 a décidé d'affecter le résultat 2020 à la réserve légale à hauteur de 117 K€ et le solde au report à nouveau soit 2 231 K€.

VII.1.5. Ecart de conversion

Le tableau ci-dessous détaille les écarts de conversion inscrits en capitaux propres :

En milliers d'euros	Exercice 2021	Exercice 2020
Montant en début de période	**(3 042)**	**(2 863)**
Gascogne Sack Tunisia	43	(207)
Autres	33	28
Montant en fin de période	**(2 966)**	**(3 042)**

VII.2. Résultat par action

Le résultat par action est calculé suivant les principes de la norme IAS 33 "*Résultat par action*".

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par Gascogne SA (auto-détention) qui sont déduites des capitaux propres.

Le résultat net dilué par action correspond au rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par Gascogne SA (auto-détention) qui sont déduites des capitaux propres et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription et d'achat d'actions et les attributions d'actions gratuites.
Le nombre moyen pondéré d'actions dilué est calculé selon la méthode de calcul du rachat d'actions prévu par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion des droits rattachés aux instruments dilutifs sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix moyen du marché sur la période de référence. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des droits.

Résultat par action

	Exercice 2021	Exercice 2020
Résultat net (part du groupe) (k€)	12 870	8 255
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	24 279 846	24 279 846
Résultat de base par action (en euros)	**0,53**	**0,34**

Résultat net dilué par action

	Exercice 2021	Exercice 2020
Résultat net (part du groupe) (k€)	12 870	8 255
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	24 279 846	24 279 846
Ajustement pour effet dilutif des ORAN	5 121 722	5 121 722
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation	29 401 568	29 401 568
Résultat dilué par action (en euros)	**0,44**	**0,28**

VII.3. Résultat global

(En milliers d'euros)	Exercice 2021			Exercice 2020		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Résultat net de l'ensemble consolidé net d'impôt			**12 870**			**8 255**
Variation des écarts de conversion	76		76	(179)		(179)
Variation des écarts actuariels sur les régimes de retraite	2 090	(544)	1 546	(448)	120	(328)
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global	**2 166**	**(544)**	**14 492**	**(627)**	**120**	**7 748**
Résultat global de l'ensemble consolidé net d'impôt			**14 492**			**7 748**

VIII. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

VIII.1. Actifs et passifs financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 "Instruments financiers" : comptabilisation et évaluation", par la norme IAS 32 "Instruments financiers : Présentation" et par la norme IFRS 7 "Instruments financiers – informations à fournir".

IFRS 9 prévoit trois grandes catégories comptables pour les actifs financiers :

- Evaluation au coût amorti,
- Evaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global,
- Evaluation à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Le classement des actifs financiers selon la norme IFRS 9 se fait généralement en fonction du modèle économique de détention de l'actif et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels.
IFRS 9 supprime les catégories « Détenus jusqu'à l'échéance », « Prêts et créances » et « Disponibles à la vente » que prévoyait IAS 39.
La norme IFRS 9 conserve pour une large part les préconisations de la norme IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers.
Les actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

VIII.1.1. Actifs financiers

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Actifs financiers non courants		
Prêts (part à long terme)	1 459	1 467
Autres	3 800	1 326
Total des Actifs financiers non courants	**5 259**	**2 793**
Actifs financiers courants		
Prêts (part à court terme)	132	275
Instruments dérivés	0	0
Total des Actifs financiers courants	**132**	**275**
Total	**5 390**	**3 068**

Les « Prêts » sont constitués des prêts à la construction.
La rubrique « Autres » comprend la part non courante des subventions d'investissements à recevoir pour 2 272 K€, la participation de Gascogne Papier dans le consortium Exeltium pour 500 K€ et les dépôts de garantie et cautions pour 968 K€.

VIII.1.2. Dettes fournisseurs et autres

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		
Fournisseurs et comptes rattachés	59 863	51 601
Autres dettes d'exploitation	25 779	24 692
Total	**85 642**	**76 292**

Les autres dettes d'exploitation comprennent principalement les dettes sociales. Le solde du passif public moratorié dont il restait 0,6 M€ à fin 2020 a été remboursé fin juin 2021.

VIII.1.3. Juste valeur des actifs et passifs financiers

Bilan

Les actifs et passifs financiers présentés selon les catégories comptables définies par IFRS 9 sont ventilés dans le tableau suivant :

Exercice 2021 (en milliers d'euros)	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	Actifs et passifs financiers à la juste valeur à des fins de transaction	Actifs (prêts & créances) et passifs évalués au coût amorti	Actifs financiers disponibles à la vente	Dérivés qualifiés de couver-ture	Total valeur nette comptable des actifs et passifs financiers	Instruments non financiers (*)	Total valeur nette comptable
Prêts (part à long terme)			1 459	0	0	1 459		1 459
Autres			963	565	0	1 528	2 272	3 800
Actifs non courants	**0**	**0**	**2 422**	**565**	**0**	**2 987**	**2 272**	**5 259**
Clients et autres débiteurs			80 971	0	0	80 971		80 971
Autres actifs courants			312	0	0	312		312
Prêts (part à court terme)			132	0	0	132		132
Dérivés de taux, de change et sur matières premières			0	0	0	0		0
Trésorerie et équivalents de trésorerie			29 711	0	0	29 711		29 711
Actifs courants	**0**	**0**	**111 125**	**0**	**0**	**111 125**	**0**	**111 125**
TOTAL ACTIFS	**0**	**0**	**113 547**	**565**	**0**	**114 112**	**2 272**	**116 384**
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			34 952	0	0	34 952		34 952
Passifs non courants	**0**	**0**	**34 952**	**0**	**0**	**34 952**	**0**	**34 952**
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			56 424	0	0	56 424		56 424
Dettes factoring			36 081	0	0	36 081		36 081
Fournisseurs et autres créditeurs			69 690	0	0	69 690	15 953	85 642
Dérivés de taux, de change et sur matières premières			0	0	0	0	0	0
Autres passifs courants			3 747	0	0	3 747	68	3 815
Passifs courants	**0**	**0**	**165 941**	**0**	**0**	**165 941**	**16 021**	**181 962**
TOTAL PASSIFS			**200 893**	**0**	**0**	**200 893**	**16 021**	**216 914**

(*) A l'actif, subventions à recevoir ; au passif, dettes au personnel et charges sociales

Exercice 2020 (en milliers d'euros)	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	Actifs et passifs financiers à la juste valeur à des fins de transaction	Actifs (prêts & créances) et passifs évalués au coût amorti	Actifs financiers disponibles à la vente	Dérivés qualifiés de couverture	Total valeur nette comptable des actifs et passifs financiers	Instruments non financiers (*)	Total valeur nette comptable
Prêts (part à long terme)			1 467	0	0	1 467		1 467
Autres			565	617	0	1 183	144	1 326
Actifs non courants	**0**	**0**	**2 032**	**617**	**0**	**2 650**	**144**	**2 793**
Clients et autres débiteurs			68 025	0	0	68 025		68 025
Autres actifs courants			505	0	0	505		505
Prêts (part à court terme)			275	0	0	275		275
Dérivés de taux, de change et sur matières premières			0	0	0	0		0
Trésorerie et équivalents de trésorerie			38 259	0	0	38 259		38 259
Actifs courants	**0**	**0**	**107 064**	**0**	**0**	**107 064**	**0**	**107 064**
TOTAL ACTIFS	**0**	**0**	**109 096**	**617**	**0**	**109 713**	**144**	**109 857**
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			83 748	0	0	83 748		83 748
Passifs non courants	**0**	**0**	**83 748**	**0**	**0**	**83 748**	**0**	**83 748**
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			31 385	0	0	31 385		31 385
Dettes factoring			30 571	0	0	30 571		30 571
Fournisseurs et autres créditeurs			59 920	0	0	59 920	16 372	76 292
Dérivés de taux, de change et sur matières premières			0	0	0	0	0	0
Autres passifs courants			2 458	0	0	2 458	158	2 616
Passifs courants	**0**	**0**	**124 333**	**0**	**0**	**124 333**	**16 530**	**140 863**
TOTAL PASSIFS			**208 081**	**0**	**0**	**208 081**	**16 530**	**224 612**

(*) A l'actif, subventions à recevoir ; au passif, dettes au personnel et charges sociales

Compte de résultat

Les gains et pertes par catégorie comptable d'actif et passif financier concernant les exercices 2021 et 2020 sont ventilés dans les tableaux suivants :

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Produits d'intérêt sur trésorerie et équivalent de trésorerie (*)	0	0
Dividendes perçus au titre des actifs disponibles à la vente	0	0
Part inefficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0
Gain net de change	904	0
Autres	4	9
Produits financiers	**908**	**9**
Charges d'intérêt sur les passifs financiers évalués au coût amorti	3 435	3 920
Perte nette de change	0	727
Charges de désactualisation (IAS19)	71	127
Autres	212	53
Charges financières	**3 717**	**4 826**
Charges financières nettes	**(2 809)**	**(4 818)**

(*) Actifs financiers à la juste valeur par le résultat

Juste valeur

Méthode de détermination des justes valeurs

- Placements en titres de capitaux propres

La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est déterminée par référence à leur cours coté sur un marché actif en date de clôture. S'il n'existe pas de marché actif et que la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable au moyen de méthodes d'évaluation, ces titres sont évalués à leur coût d'acquisition, diminué de toute dépréciation cumulée.

-Prêts et créances

La juste valeur des créances client et prêts est considérée égale à leur valeur comptable dans la mesure où ces actifs financiers sont majoritairement porteurs d'un risque de crédit qui est pris en compte via les dépréciations et que le risque de taux est limité.

- Dérivés

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des contrats de change à terme et des options repose sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le Groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps et les contrats de change à terme par l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèle de valorisation (type Black & Scholes).

- Passifs financiers non dérivés

La juste valeur correspond à la valeur des flux de trésorerie futurs générés par le remboursement du principal et des intérêts, actualisés aux taux d'intérêt du marché à la date de la clôture ajusté du spread de crédit défini par le Groupe. La juste valeur des « dettes fournisseurs » et « créances clients » correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement.

Les instruments financiers à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :
- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que leur valeur comptable au bilan :

(en milliers d'euros)	Exercice 2021		Exercice 2020	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Prêts	1 591	1 591	1 742	1 742
Clients et autres débiteurs	80 971	80 971	68 025	68 025
Autres actifs	1 840	1 840	1 688	1 688
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 711	29 711	38 259	38 259
Emprunts à taux fixe	-37 509	-36 934	-38 298	-37 593
Emprunts à taux variable	-81 945	-81 945	-100 074	-100 074
Emprunts location-financement	-7 884	-7 884	-7 999	-7 999
Découverts bancaires	-134	-134	-250	-250
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	-69 690	-69 690	-59 920	-59 920
Autres passifs	-4 747	-4 747	-2 458	-2 458
TOTAL NET	**-87 796**	**-87 221**	**-99 285**	**-98 580**

Au 31 décembre 2021 et 2020, la classification des instruments financiers à la juste valeur est la suivante :

Exercice 2021

(en milliers d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Prêts (part à long terme)			1 459
Autres			1 528
Actifs non courants	**0**	**0**	**2 973**
Clients et autres débiteurs			80 971
Autres actifs courants			312
Prêts (part à court terme)			132
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 711		
Actifs courants	**29 711**	**0**	**81 415**
Total actifs	**29 711**	**0**	**84 388**
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			34 952
Passifs non courants	**0**	**0**	**34 952**
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			56 424
Dette factoring			36 081
Fournisseurs et autres créditeurs			69 690
Autres passifs courants			3 747
Passifs courants	**0**	**0**	**165 942**
Total passifs	**0**	**0**	**200 894**

Exercice 2020

(en milliers d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Prêts (part à long terme)			1 467
Autres			1 183
Actifs non courants	**0**	**0**	**2 650**
Clients et autres débiteurs			68 025
Autres actifs courants			505
Prêts (part à court terme)			275
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 259		
Actifs courants	**38 259**	**0**	**68 805**
Total actifs	**38 259**	**0**	**71 455**
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			83 748
Passifs non courants	**0**	**0**	**83 748**
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			31 385
Dette factoring			30 571
Fournisseurs et autres créditeurs			59 333
Autres passifs courants			2 458
Passifs courants	**0**	**0**	**123 747**
Total passifs	**0**	**0**	**207 495**

VIII.1.4. Endettement financier

En milliers d'euros	Exercice 2020	Variation de change	Augmentation des emprunts	Diminution des emprunts	Variation de la trésorerie	Reclassements LT / CT	Exercice 2021
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an							
Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	0	**0**
Emprunts auprès d'établissements de crédit LT	78 205	0	5 000	(2)	0	(53 890)	**29 313**
Emprunts relatifs aux locations	5 418	0	2 609	(2 026)	0	(361)	**5 639**
Autres dettes financières	125	0	0	(125)	0	0	**0**
Total	**83 748**	**0**	**7 609**	**(2 154)**	**0**	**(54 251)**	**34 952**
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an	**0**						**0**
Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	0	**0**
Emprunts auprès d'établissements de crédit CT	28 429	0	0	(28 392)	0	53 890	**53 926**
Emprunts relatifs aux locations	2 581	0	0	(697)	0	361	**2 245**
Autres dettes financières	125	0	0	0	0	0	**125**
Dettes factoring	30 571	0	5 510	0	0	0	**36 081**
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	0	0	0	(0)	0	0	**0**
Soldes créditeurs auprès des banques	250	0	0	0	(121)	0	**129**
Autres, compte-courants actionnaires passifs	(2)	0	0	0	0	0	**(2)**
Intérêts courus	2	0	0	0	(2)	0	**0**
Total	**61 955**	**0**	**5 510**	**(29 089)**	**(123)**	**54 251**	**92 504**
Total des emprunts et dettes financières	**145 704**	**0**	**13 118**	**(31 243)**	**(123)**	**(0)**	**127 456**
Valeurs mobilières	0	0	0	0	0	0	**0**
Disponibilités	38 259	29	0	0	(8 577)	0	**29 711**
Intérêts courus	0	0	0	0	0	0	**0**
Autres, compte-courants actionnaires actifs	0		0	0	0	0	**0**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**38 259**	**29**	**0**	**0**	**(8 577)**	**0**	**29 711**
Endettement Net	**107 445**	**(29)**	**13 118**	**(31 243)**	**8 455**	**(0)**	**97 745**

Au 31 décembre 2021, les emprunts auprès d'établissements de crédits (83,2 M€) comprennent :

- Le solde du crédit syndiqué de 2017 : 45,9 M€
- Le solde des Prêts Garantis par l'Etat mis en place en juin 2020 et amortis sur 5 ans depuis 2021 : 19,8 M€
- Le solde des crédits d'investissement de BPIFrance : 13 M€,
- Le solde du prêt ARI (Aide à la Restructuration Industrielle) de 10 M€ : 4,2 M€,
- Diverses autres dettes financières pour 0,3M€.

Le crédit syndiqué de 2017 fait l'objet de covenants bancaires classiques (ratio de levier et ratio de fonds propres) qui sont respectés au 31 décembre 2021.

Ventilation des dettes financières par taux fixe/taux variable

(en milliers d'euros)	Exercice 2021		Exercice 2020	
Emprunts à taux fixe	45 393	35,6%	46 296	31,6%
Emprunts à taux variable	82 079	64,4%	100 324	68,4%
Total	**127 472**	**100,0%**	**146 620**	**100,0%**

Les emprunts à taux variable sont principalement indexés sur l'Euribor 3 mois.

Endettement en devises
L'endettement net en devises est nul au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020.

VIII.1.5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les SICAV monétaires qui constituent un placement à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Rapprochement avec la trésorerie retenue dans le Tableau des Flux de Trésorerie

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Disponibilités	29 711	38 259
Valeur mobilières	0	0
Autres, Compte-courants actionnaires actifs	1	(2)
Trésorerie à l'actif	29 712	38 257
Soldes créditeurs auprès des banques	(129)	(250)
Autres, Compte-courants actionnaires passifs	0	0
Trésorerie au passif	(129)	(250)
Solde de la trésorerie nette des flux de trésorerie	**29 583**	**38 010**

Variation de la trésorerie

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Trésorerie nette en début d'exercice	**38 010**	**16 371**
Variation de la trésorerie nette	(8 548)	21 596
Autres mouvements	121	43
Trésorerie nette en fin d'exercice	**29 583**	**38 010**

VIII.1.6. Instruments financiers dérivés (ex Couvertures de change ou de taux)

Le Groupe n'a recours à aucun instrument financier dérivé au 31 décembre 2021.

VIII.2. Résultat financier

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le compte de résultat (voir méthode comptable décrite en note VIII.1.4).

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat dès que le Groupe acquiert le droit à percevoir les paiements.
La charge d'intérêt comprise dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location financement est comptabilisée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Produits d'intérêts et assimilés	0	0
Charges d'intérêts et assimilés	(3 457)	(3 920)
Coût de l'endettement net	**(3 457)**	**(3 920)**
Produits (Charges) de change	927	(727)
Produits financiers des participations non consolidées	0	0
(Charges) produits d'actualisation	(71)	(127)
Produits (charges) autres	(208)	(44)
Autres produits et charges financiers	**648**	**(898)**
Résultat financier net	**(2 809)**	**(4 818)**

Les autres charges, 208 K€ en 2021 comprennent les commissions de mise en place des Prêts Garantis par l'Etat (PGE).

La présentation des gains et pertes par catégorie comptable d'actifs et passifs financiers est reprise dans la note VIII.1.3.

VIII.3. Politique de gestion des risques

VIII.3.1. Risque de crédit

Le Groupe n'a pas de placement significatif et n'est donc pas exposé à un risque de contrepartie significatif. S'agissant du risque de crédit, des programmes d'assurance ont été mis en place, couvrant les principales sociétés contre les risques de non-paiement pour des motifs financiers ou politiques. Par ailleurs, le Groupe considère qu'il n'existe pas de concentration particulière de risque de crédit avec une seule contrepartie.

La valeur comptable des actifs financiers, qui représente l'exposition maximale au risque de crédit, est la suivante à la clôture de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Prêts	1 591	1 742
Clients et autres débiteurs	80 971	68 025
Autres actifs	4 112	1 832
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 711	38 259
Total	**116 384**	**109 857**

Dépréciations

L'antériorité des comptes clients et comptes rattachés (cf. note VIII.1) s'analyse comme suit :

Exercices		Non échus	Echus depuis 90 jours au plus	Echus depuis plus de 90 jours	Clients et comptes rattachés
2021	Brut	59 802	7 926	1 586	69 314
	Dépréciation	0	0	(1 871)	(1 871)
	Net	**59 802**	**7 926**	**(284)**	**67 443**
2020	Brut	49 930	3 307	2 807	56 044
	Dépréciation	(0)	0	(2 101)	(2 101)
	Net	**49 930**	**3 307**	**706**	**53 943**

Les dépréciations de créances commerciales ont évolué de la façon suivante au cours de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
1° Janvier	**2 101**	**2 069**
Dépréciations	(231)	33
Ecart de conversion	0	(1)
Activités réintégrées		0
31 décembre	**1 871**	**2 101**

VIII.3.2. Risque de liquidité

En 2022, le Groupe devra faire face à des échéances de remboursement importantes avec le paiement de la part in fine du crédit (45,9 M€) qui arrive à échéance.

Dans le cadre du projet d'implémentation d'une nouvelle machine à papier pour la papeterie de Mimizan, le Groupe a mené en 2021 des discussions avec ses partenaires bancaires pour le financement de cette machine ainsi que pour le refinancement du crédit syndiqué 2017.
Fin 2021, un 1er tour de table a été bouclé avec des accords des banques partenaires du Groupe, de la Banque Européenne d'Investissement (pour 50 M€), de BPIFrance et de la Région Nouvelle Aquitaine sur la base d'un budget de 170 M€ pour le projet.

Le dossier de financement n'est pas achevé à date, compte tenu de l'actualisation en cours du budget global de la machine à papier rendue nécessaire par les hausses des prix des matières premières observées depuis la fin du 1er semestre 2021. L'objectif est d'aboutir dans les prochains mois.

Dans l'hypothèse (que le management juge improbable) où ces discussions n'aboutiraient pas avant la fin de l'année, la trésorerie disponible fin 2021 (30 M€), ainsi que les perspectives de génération de cash-flow pour l'année 2022 permettent d'envisager sereinement un remboursement de l'intégralité du solde du crédit syndiqué sans mettre en péril la liquidité du Groupe.

Les cash-flows prévisionnels liés à la dette au 31 décembre 2021 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

						2021			
(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Cash flows prévisionnels	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Au-delà de 2027
Emprunts auprès d'établissements de crédit	83 249	80 901	55 554	8 506	7 987	6 599	2 255	-	-
Dont Prêt de refinancement	*23 750*	*24 276*	*24 276*						
Dont crédit d'investissement	*22 115*	*22 605*	*22 605*						
Dont PGE	*19 806*	*21 037*	*4 834*	*4 742*	*4 649*	*4 557*	*2 255*		
Dont crédit d'investissement BPIFrance	*13 000*	*14 135*	*2 253*	*2 228*	*2 817*	*2 764*	*711*	*699*	*2 663*
Dont prêt ARI	*4 243*	*4 243*	*1 543*	*1 543*	*1 157*				-
Dont autres	*335*	*320*	*129*	*96*	*96*				
Dette factoring [1]	36 080	36 080	36 080						
Emprunts relatifs aux locations	7 884	7 884	2 245	939	939	939	939	939	947
Découverts bancaires	134	134	134						
Autres dettes financières	125	125	125						
Total passif financiers	**127 472**	**130 839**	**94 223**	**9 547**	**9 658**	**8 259**	**3 904**	**1 638**	**3 610**
Créances cédées au factor [1]	39 080	39 080	39 080						
Total actifs financiers	**39 080**	**39 080**	**39 080**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Net	**88 392**	**91 759**	**55 143**	**9 547**	**9 658**	**8 259**	**3 904**	**1 638**	**3 610**

[1] La dette factoring est une dette court terme : elle s'éteint avec le règlement des créances cédées par les clients directement au factor. Son extinction ne se traduit pas par une sortie de trésorene pour la société.

VIII.3.3. Risque de taux d'intérêt

Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variable

Une variation de 100 points de base des taux d'intérêts à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

L'analyse a porté en 2021 sur 82,1 M€ d'endettement brut variable non couvert :

Exercice 2021	Compte de résultat		Capitaux propres	
(en milliers d'euros)	Choc de +100bps	Choc de -100bps	Choc de +100bps	Choc de -100bps
Charges d'intérêt nettes	(351,3)	0,0		
Swaps de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
Options de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0		
Total	**(351,3)**	**0,0**	**0,0**	**0,0**

Au 31 décembre 2021, les taux d'intérêt sont négatifs, et la plupart des contrats bancaires prévoient que le taux soit réputé égal à zéro dans cette situation. Aussi, une baisse des taux d'intérêt n'a pas d'impact sur le compte de résultat.

VIII.3.4. Risque de change

Le Groupe est principalement exposé sur le change euro/dollar et n'a pas recours à des couvertures de change.

Analyse de sensibilité

Une variation de 10% de l'euro à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des autres éléments du résultat global et du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, sont supposées rester constantes.

L'analyse de sensibilité a porté en 2021 sur les positions bilancielles non couvertes soit 8,8 MUSD et 1,4 MGBP :

Exercice 2021	Compte de résultat		Capitaux propres	
(en milliers d'euros)	Choc de +10%	Choc de -10%	Choc de +10%	Choc de -10%
Contrats à terme				
Option de change				
Positions bilantielles non couvertes	(930,5)	1 137,3	0,0	0,0
Total	**(930,5)**	**1 137,3**	**0,0**	**0,0**

VIII.3.5. Risque sur matières premières

Le Groupe n'a pas conclu de contrats de couvertures sur matières premières au 31 décembre 2021.

VIII.4. Engagements hors bilan liés aux financements du Groupe

Prêt de refinancement 2017

Les banques bénéficient d'un nantissement des titres des sociétés Gascogne Bois, Gascogne Papier, Gascogne Sacs et Gascogne Flexible.

Contrats factor

Dans le cadre des contrats d'affacturage, les dettes factor s'élevant à 36,1 M€ sont garanties à due concurrence par les créances commerciales cédées au factor et qui figurent au bilan pour un montant de 39,1 M€.

IX. IMPOTS SUR LE RESULTAT

IX.1. Impôt sur les résultats

Impôt sur le résultat exigible.
L'impôt exigible comprend le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Il est calculé sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Crédit Impôt Recherche
Le Groupe présente le Crédit Impôt Recherche (CIR) en diminution des frais de personnel qui représentent l'essentiel des dépenses de recherche et développement financées par le Crédit Impôt Recherche.

Contribution Economique Territoriale
La Contribution Economique Territoriale (CET) en France a deux composantes :
- la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), et
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Ces deux composantes sont comptabilisées en charges opérationnelles.

(Charges) Produits d'impôts sur le résultat

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
(Charges) Produits d'impôt exigible	(787)	(371)
(Charges) Produits d'impôt différé	(172)	188
Produits (charges) d'impôt sur le résultat	**(959)**	**(182)**

Preuve d'impôt

(En milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Résultat net de l'ensemble consolidé	12 870	8 255
(-) quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	0	0
Résultat net des entreprises intégrées	**12 870**	**8 255**
Charges (produits) Impôts sur les sociétés (a)	959	182
Charge (produits) d'impôts théorique, au taux en vigueur dans chaque pays (b)	3 778	2 335
Ecart (a) - (b)	**(2 820)**	**(2 153)**
Analyse de l'écart :		
Impact des décalages permanents	(246)	(1 071)
Impact des décalages temporaires sans impôts différés comptabilisés	(1 567)	
Impact de l'utilisation de déficits reportables non antérieurement activés	(930)	34
Déficits 2021 non activés	342	
Impact de la différence entre le taux d'impôt exigible et le taux d'impôt différé		(28)
Impact de retraitements de consolidation sans impôts différés comptabilisés	(65)	(1 088)
Impact lié à la comptabilisation des crédits d'impôts (CIR)	(116)	
Autres impacts	(239)	
Total	**(2 820)**	**(2 153)**

Les taux d'impôts retenus sont les suivants :

- Allemagne : 29,83% pour la société GSD et 30,9% pour la société GFG
- France : 28%
- Grèce : 24%
- Tunisie : 25%

Impôts sur les bénéfices à récupérer et à payer

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Impôts sur les bénéfices à récupérer	3 515	6 188
Impôts sur les bénéfices à payer	203	68
Impôt sur les bénéfices net Actif (Passif)	**3 718**	**6 256**

Les impôts sur les bénéfices à récupérer sont principalement constitués des créances du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité emploi.

IX.2. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés sur les différences temporelles existant entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués selon la méthode du report variable, c'est-à-dire en utilisant le taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et de la réglementation fiscale qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de la clôture.
Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- le goodwill non déductible fiscalement,
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprise et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable,
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Le Groupe présente les impôts différés dans le bilan consolidé séparément des autres actifs et passifs. Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est probable qu'ils pourront être récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.
Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévision de résultats fiscaux futurs dans le cadre de l'intégration fiscale du Groupe,
- historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevé par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de régler sur la base de leur montant net.

Tableau des impôts différés au bilan

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Impôts différés actifs	1 732	2 237
Impôts différés passifs	(279)	(68)
Impôts différés actifs (passifs) nets	**1 453**	**2 169**

Variation des impôts différés

(en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Montant en début de période	**2 169**	**2 103**
Changement de méthode IFRS IC (IAS19)		**(243)**
Impact sur les autres éléments du résultat global	(545)	120
Impact sur les résultats	(172)	188
Autres Impacts des écarts de change	(0)	1
Montant en fin de période	**1 453**	**2 169**

Sources des principales variations des impôts différés

(en milliers d'euros)	Exercice 2020	Réserves	Résultat	Exercice 2021
Décalages fiscaux	385			385
Activation des déficits fiscaux	3 267			3 267
Provisions règlementées	(105)		38	(67)
Autres	(1 067)		0	(1 067)
IAS 01 Présentation des états financiers	55			55
IAS 02 Stocks	23		0	23
IAS 16 Immobilisations corporelles	(16 362)		(89)	(16 451)
IAS 17 Contrats de location-financements	193		39	231
IAS 18 Produits des activités ordinaires	1			1
IAS 19 Avantages au personnel	3 609	(545)	(47)	3 017
IAS 20 Comptabilisation des subventions publiques	99		(21)	77
IAS 21 Effets de la variation des monnaies étrangères	70		(22)	47
IAS 36 Dépréciation d'actifs	11 481		0	11 481
IAS 37 Provisions passifs éventuels	351		(71)	280
IFRS 16 - Contrats de location	17		3	21
IFRS 3 - Regroupement d'entreprises	153			153
Total	**2 169**	**(545)**	**(171)**	**1 453**

Sociétés françaises (intégration fiscale)

Le Groupe intégré fiscalement comprend en 2021 les sociétés suivantes : Gascogne SA, Gascogne Bois, Palfrance, Gascogne Forêt Services, Gascogne Papier, Feutres Depland, Gascogne Sacs, Gascogne Flexible.

Le montant total des déficits reportables des sociétés françaises s'élève à 83,3 M€ à fin 2021 et 85,2 M€ à fin 2020. Ces déficits ne sont pas activés car l'intégration fiscale a été déficitaire pendant des années et n'a pas encore été structurellement bénéficiaire au cours des dernières années.

Sociétés étrangères

Les déficits reportables des filiales Gascogne Flexible Germany et Gascogne Sack Deutschland (Allemagne) ont donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif à hauteur de leur impôt différé passif.
Le montant total des déficits reportables des sociétés étrangères à fin 2021 s'élève à 8,4 M€.

X. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la date de publication de ce présent document, le groupe Gascogne est très peu impacté par le conflit entre la Russie et l'Ukraine (1% de son chiffre d'affaires est réalisé en Russie, absence d'activité en Ukraine et pas d'approvisionnement direct en matières premières dans ces pays). Néanmoins le Groupe reste vigilant quant à l'évolution de la situation qui a déjà entrainé une hausse sensible des tarifs des matières premières et de l'énergie, ainsi que des perturbations des chaines d'approvisionnement.

XI. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(En milliers d'euros)	KPMG				DELOITTE			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Certification des comptes individuels et consolidés et examen semestriel limité	221	197	92,7%	86,5%	214	197	94,5%	96,3%
Services autres que la certification des comptes	17	31	7,3%	13,5%	13	8	5,5%	3,7%
TOTAL	**238**	**227**			**226**	**204**		